



# ReLations

*Pour qui veut une société juste*

NUMÉRO 770

FÉVRIER 2014

**PLUS DE PAGES  
TOUT EN COULEURS**

## Un monde qui vacille



**Le déclin de l'hégémonie  
américaine**

**L'empire du capitalisme**

**Un monde dominé  
par la Chine**

**L'OTAN, le bras armé  
des États-Unis**

**Africom, hors de l'Afrique!**

**Des foyers de résistance**

**La renaissance  
des cultures du monde**

7,00 \$



ARTISTE INVITÉ : ALAIN RENO

|   |          |
|---|----------|
| <b>ACTUALITÉS</b>   | 4        |
| <b>HORIZONS</b>   |          |
| La Catalogne: un nouvel État européen?<br>Santi Torres, s.j.                      | 9        |
| <b>LE CARNET</b>  |          |
| DE NAÏM KATTAN  |          |
| L'ère du faux   | 10       |
| <b>SOIFS</b>  |          |
| CHRONIQUE LITTÉRAIRE  |          |
| Apprivoiser Isidore<br>Marie-Célie Agnant   | 32       |
| <b>AILLEURS</b>   |          |
| La Hongrie aux Hongrois<br>Yann Breault   | 34       |
| <b>REGARD</b>   |          |
| Radio Colifata, à la folie<br>Sarah Champagne                                     | 36       |
| <b>DÉBAT</b>  |          |
| Le hockey: miroir réfléchissant ou aliénant?<br>Suzanne Laberge<br>Alain Deneault | 38<br>39 |
| <b>MULTIMÉDIAS</b>  | 41       |
| <b>LIVRES</b>   | 43       |

 Couverture: Alain Reno, *Et ça tourne*, 2013

## DOSSIER

### UN MONDE QUI VACILLE

|   |    |
|---|----|
| Un monde qui vacille<br>Emiliano Arpin-Simonetti                    | 12 |
| Le déclin de l'hégémonie américaine<br>Immanuel Wallerstein         | 14 |
| L'empire du capitalisme<br>Jacques Alexandre Mascotto               | 16 |
| Un monde dominé par la Chine<br>Loïc Tassé                          | 18 |
| Le fondamentalisme au service de l'ordre néolibéral<br>Mouloud Idir | 19 |
| L'OTAN, le bras armé des États-Unis<br>Raymond Legault              | 21 |
| Africom, hors de l'Afrique!<br>Entrevue avec Aziz Salmone Fall      | 23 |
| L'Afrique, entre unité et alignement<br>Amzat Boukari-Yabara        | 24 |
| Des foyers de résistance<br>François Houtart                        | 26 |
| La renaissance des cultures du monde<br>Entrevue avec Enrique Dusse | 28 |

### ARTISTE INVITÉ

**Alain Reno** est né à Hull, en 1964. Diplômé en design graphique de l'Université du Québec à Montréal, ville où il vit et travaille, il partage son temps entre l'illustration et le design graphique. Il illustre livres, magazines, affiches, livres pour enfants et pochettes de disques depuis 1987. Il aime mettre son travail au service de la culture, des luttes syndicales et des groupes populaires. Il aime aussi, à l'occasion, présenter d'autres aspects de son travail dans des expositions collectives ou en solo. Il est aussi guitariste à ses heures au sein des Mauvaises mines, un groupe de rock'n'roll formé d'amis illustrateurs.

## FONDÉE EN 1941

La revue *Relations* est publiée par le Centre justice et foi, un centre d'analyse sociale progressiste fondé et soutenu par les Jésuites du Québec. Depuis plus de 70 ans, *Relations* œuvre à la promotion d'une société juste et solidaire en prenant parti pour les exclus et les plus démunis. Libre et indépendante, elle pose un regard critique sur les enjeux sociaux, économiques, politiques et religieux de notre époque.

**DIRECTRICE**  
Élisabeth Garant

**RÉDACTEUR EN CHEF**  
Jean-Claude Ravet

**RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE**  
Catherine Caron

**SECRÉTAIRE DE RÉDACTION**  
Emiliano Arpin-Simonetti

**TRADUCTION**  
Emiliano Arpin-Simonetti et Jean-Claude Ravet

**DIRECTION ARTISTIQUE**  
Mathilde Hébert

**ILLUSTRATION**  
Jacques Goldstyn

**RÉVISION/CORRECTION**  
Éric Massé

**COMITÉ DE RÉDACTION**  
Yves-Marie Abraham, Gilles Bibeau, Gabriel Blouin-Genest, Eve-Lyne Couturier, Claire Doran, Céline Dubé, Guy Dufresne, Lorraine Guay, Mouloud Idir, Agustí Nicolau, Guy Paiement, Rolande Pinard, Jacques Racine, Louis Rousseau

**COLLABORATEURS**  
Marie-Célie Agnant, Gregory Baum, André Beauchamp, Jean-Marc Biron, Dominique Boisvert, Marc Chabot, Naïm Kattan, Vivian Labrie, Carolyn Sharp, Marco Veilleux

**IMPRESSION HLN**  
sur du papier recyclé contenant 100 % de fibres post-consommation.

**DISTRIBUTION** LMPI / HDS Canada

*Relations* est membre de la SODEP  
<www.sodep.qc.ca>

Les articles de *Relations* sont répertoriés dans *Érudit*, *Repère*, *EBSCO* et dans l'*Index de périodiques canadiens*, publication de Info Globe.

**ABONNEMENTS** Ginette Thibault  
6 numéros (un an): 40 \$ (taxes incluses)  
Deux ans: 70 \$ (t. i.)  
À l'étranger: 55 \$ Étudiant: 25 \$  
Abonnement de soutien: 100 \$ (un an)  
TPS: R119003952 TVQ: 1006003784

Dépôt légal  
Bibliothèque et Archives nationales du Québec: ISSN 0034-3781  
Version numérique: ISSN 1929-3097  
ISBN PDF: 978-2-924346-05-1

Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du Canada pour les périodiques (FCP) qui relève de Patrimoine canadien.

**Canada**

**BUREAUX**  
25, rue Jarry Ouest  
Montréal (Québec) H2P 1S6  
tél.: 514-387-2541  
télé.: 514-387-0206

relations@cjf.qc.ca  
www.revuerelations.qc.ca

## Pour une politique de la solidarité

Pour illustrer l'expérience inspirante du printemps érable, qui avait réussi à fédérer des forces vives du Québec dans la construction d'un projet politique novateur, j'avais cité cette parole du philosophe tchèque Karel Kosik: «Une petite nation par le nombre cherche sa grandeur et la trouve dans le domaine de la culture et de la morale... La grandeur de cette petite nation tient à son esprit et non pas à sa force apparente» («Pour un projet de société», *Relations*, n° 757, juin 2012).

Il est bon de la rappeler, mais cette fois comme une mise en garde au moment où le gouvernement du Québec, par son projet de loi 60, est tenté d'imposer le républicanisme jacobin à la française comme modèle politique québécois. Comme si celui-ci était l'équivalent de la laïcité. Or, un tel acte politique relève de la fondation d'une nation et ne peut émaner d'en haut, passant outre un processus

gouvernement n'arrive qu'à semer profondément la division au sein de la société québécoise: chez les indépendantistes, chez les féministes et chez les tenants de la laïcité, à gauche comme à droite. Sans parler du clivage qu'elle creuse entre la région métropolitaine et les autres régions du Québec. Si le gouvernement ne s'en rend pas compte – toute critique n'aboutissant jusqu'à présent qu'au durcissement de sa position –, ne serait-ce pas parce qu'il est mû avant tout par *la logique d'une idée* qui n'a que faire des gens concrets et de la réalité pour se justifier et se déployer? Nous ne serions plus ici dans le politique comme tel mais dans l'«idéologie» au sens que donnait à ce mot Arendt.

Espérons que la commission parlementaire sur le projet de loi 60 donnera un nouveau souffle au débat et sera l'occasion pour le gouvernement d'un véritable discernement. Car une telle politique de la force ne peut que miner la vie citoyenne, en exacerbant les conflits et en fragilisant les liens sociaux et la protection des minorités. L'impasse dans laquelle elle nous conduit est d'autant plus flagrante que le modèle républicain jacobin – qui sacralise l'État et ses institutions, centralise à outrance et police la citoyenneté – est étranger à la tradition politique du Québec. Celle-ci s'inspire davantage d'une politique de la solidarité, décentralisée, promouvant une vie associative autonome et plurielle. C'est dans cette direction qu'il faut poursuivre, soucieux de favoriser le déploiement de toute la richesse civile et populaire, religieuse et morale, veillant à ne pas réifier les forces constituantes de la société sous des chapes fonctionnelles et procédurales ou encore identitaires. L'État n'a pas à incarner une nation: c'est le rôle de la culture, qu'il doit pour cette raison soutenir avec conviction contre les forces économiques qui cherchent à

dissoudre la société et sur lesquelles s'arc-boutent les fondamentalistes antipolitiques et le repli communautariste tant décrié.

Mais le plus consternant dans cette affaire, c'est que cette manière péquiste de prétendre fonder la laïcité nous détourne de la véritable menace religieuse qui pèse sur la société québécoise comme sur tous les peuples du monde. Une laïcité du XXI<sup>e</sup> siècle devrait pourtant y répondre avec force et détermination. Or, la seule «religion» qui règne en maître au sein de l'État est laissée tranquille. Une religion implacable, sans rêve ni espoir qui, au nom du dieu Argent, «considère l'être humain en lui-même comme un bien de consommation qu'on peut utiliser et ensuite jeter», comme le dénonce le pape François dans sa dernière exhortation. On aura beau croire la laïcité enfin accomplie, nos politiques continueront d'être soumises à ses dogmes et nos politiciens, de célébrer ses rites et de baiser les mains de ses «prêtres».

\* \* \*

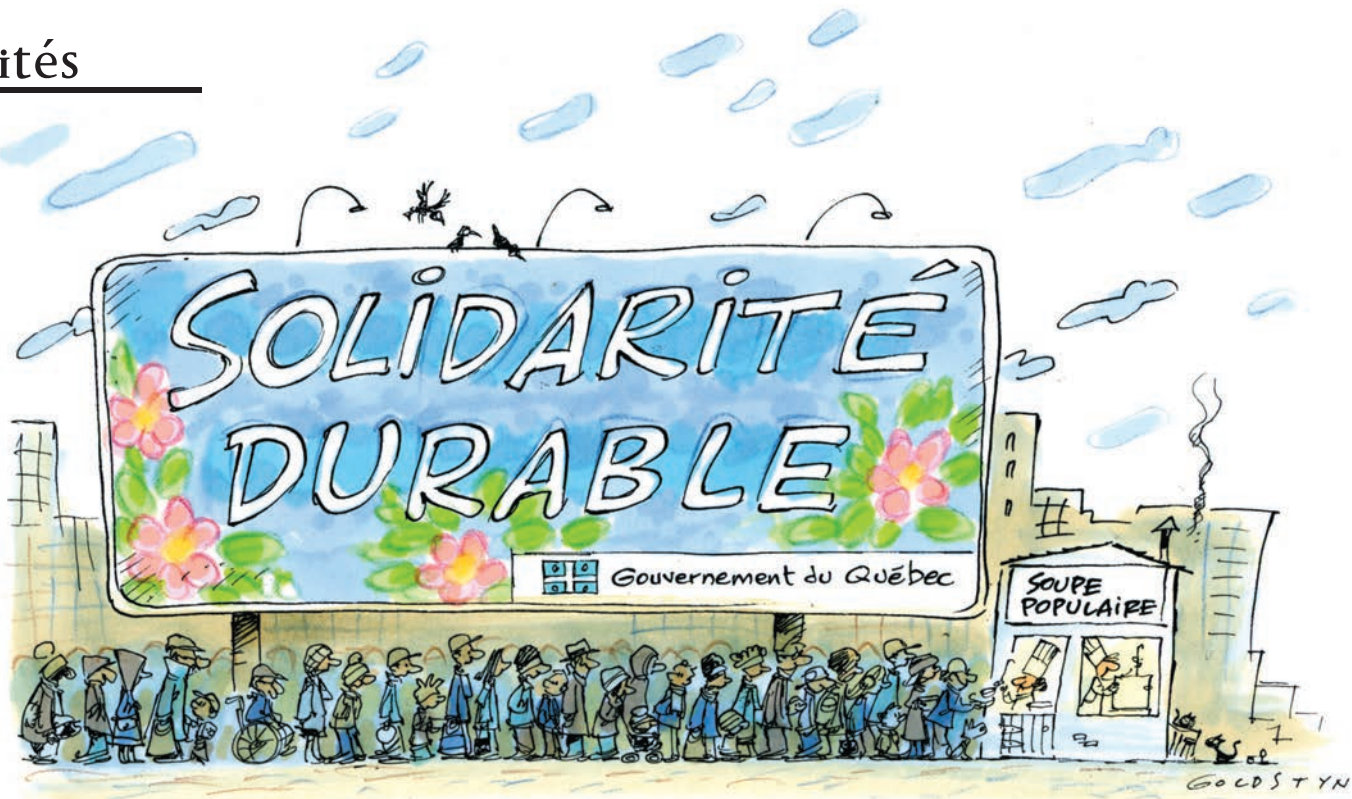
L'année 2014 inaugure le passage de *Relations* à 6 numéros qui comporteront dorénavant 48 pages toutes en couleurs. Pour vous, cela signifiera plus de beauté graphique et de temps pour nous lire et, pour nous, plus de temps pour assurer la promotion de la revue dans l'espace public et médiatique afin de mieux la faire connaître. Des changements plus en profondeur sont à l'horizon pour le 75<sup>e</sup> anniversaire de la revue, en 2016. D'ici là, nous vous souhaitons de continuer avec nous cette belle et nécessaire aventure dans les sentiers toujours à explorer de la pensée critique et de notre humanité.

**JEAN-CLAUDE RAVET**



© Alain Reno

démocratique d'assemblée constituante qui le légitime. C'est ce qui explique que loin d'être le projet rassembleur qu'elle prétend incarner, la «charte de la laïcité» proposée par le



## La pauvreté durable

La politique de «solidarité durable» annoncée par le gouvernement du Québec est nettement insuffisante.

**EVE-LYNE COUTURIER**

L'auteure est chercheuse à l'IRIS

En mars dernier, il a été révélé que des coupes seraient portées aux prestations d'aide sociale. Les personnes âgées de 55 à 58 ans et les personnes à la tête de familles ayant des enfants de moins de 5 ans verraient, dans les prochains mois, leur chèque amputé d'un supplément qui compensait leur employabilité réduite. En même temps, ces personnes apprenaient que les dépenses liées à des cures de désintoxication ne seraient compensées que pour un maximum de deux séjours par an, jusqu'à concurrence de 90 jours au total. Devant les critiques, la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Agnès Maltais, a tenté de rassurer la population en promettant des réajustements futurs et en garantissant que l'ensemble des personnes touchées seraient rencontrées afin d'offrir des parcours de retour à l'emploi adaptés à chacun. Réagissant aux critiques d'experts du milieu de la

toxicomanie, le nombre total de journées couvertes a été rapidement allongé à 183, mais pour le reste, il a fallu attendre des mois.

C'est en novembre que la nouvelle est finalement tombée: à partir de 2014, l'aide-sociale sera augmentée de 20\$ par mois, puis de 10\$ supplémentaires mensuellement pendant trois ans pour atteindre une bonification totale de 50\$ par mois en 2017. Cette augmentation ferait partie d'une nouvelle stratégie globale que le gouvernement a nommée la «solidarité durable».

Mais avant de s'enthousiasmer, il est important de rappeler les nuances et détails qui jettent un doute sur l'efficacité des mesures, de même que sur la «durabilité» de ladite solidarité. D'abord, la majoration des prestations d'aide sociale ne concerne que les personnes seules aptes au travail qui ne reçoivent aucune aide au logement (comme l'accès à un HLM et au supplément de loyer) et qui touchent des

prestations d'aide sociale depuis au moins six mois sans interruption. Bref, une fraction des prestataires. Lorsqu'on connaît le prix des loyers, on peut également se demander si la bonification aura un effet réel sur la capacité de boucler les fins de mois.

Ensuite, rappelons qu'aucune mention d'indexation n'est présente dans le document présenté par la ministre, ni dans aucune déclaration qui l'a suivie. Si les montants déclarés sont finaux et qu'un ajustement au coût de la vie n'est pas prévu, les prestations de l'aide sociale, en 2017, même avec 50\$ de plus par mois, resteraient à leur plus bas niveau en plus de 20 ans.

Finalement, la nouvelle enveloppe prévue par la politique gouvernementale pour les groupes communautaires n'est pas destinée *spécifiquement* à la mission des organismes (bien qu'elle *puisse* l'être). Ainsi, un ministère peut choisir de dépenser ses budgets en déléguant certaines de ses missions à rabais à ces organismes communautaires, notamment dans le secteur de la santé et des services sociaux.

Il devient alors légitime de se demander quels sont les objectifs de la

## Victoire chez Couche-Tard

En ces temps d'offensives antisyndicales féroces, la syndicalisation de salariés de Couche-Tard est une victoire à célébrer. Une lutte caractéristique de la « manière CSN ».

réforme proposée, et dans quelle mesure elle permettra de les atteindre. Cherche-t-on à diminuer le nombre de ménages qui bénéficient de l'aide sociale? Cette proportion est pourtant déjà en régression depuis 1996. En effet, les données du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale montrent une diminution constante du nombre de ménages qui requièrent une assistance financière de dernier recours, à l'exception des années suivant la crise financière de 2008.

Le but recherché est peut-être, alors, de favoriser le retour au travail et de limiter le nombre de ménages qui font de l'aide sociale une « carrière ». Si tel est le cas, il est toujours important de rappeler que pour sortir de la pauvreté, il faut d'abord en avoir les moyens. On oublie trop souvent que des coûts sont associés à la recherche (et au maintien) d'un emploi. La catégorie de ménages qui demeurent le moins longtemps sur l'aide sociale sont les familles monoparentales, et ce sont également elles qui reçoivent les prestations globales les plus élevées. La question se pose alors: la légère augmentation des prestations – destinée seulement aux nouveaux prestataires – permettra-t-elle vraiment une amélioration notable de leurs conditions d'existence susceptible de les aider à réintégrer le marché de l'emploi?

Ainsi, dans le cas du financement des organismes communautaires comme dans celui des prestations d'aide sociale, la solidarité, plutôt que d'être durable, est rattachée à un ensemble de conditions sur lesquelles les personnes concernées n'ont pas toujours le contrôle. En attendant de véritables mesures, cette politique de « solidarité durable » ressemble plus à une opération de marketing qu'à une véritable réforme prenant en compte les défis et les besoins de ceux et celles qui en ont besoin. ●

**MICHEL RIOUX**

Le 28 octobre dernier, le président de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et le président de la Fédération du commerce (CSN) annonçaient la conclusion d'une première convention collective entre six dépanneurs de l'empire Couche-Tard et quelque 70 travailleuses et travailleurs. Une première en Amérique du Nord! Cette entente intervenait après près de trois ans de mobilisation et de procédures marquées par la fermeture de deux établissements où une requête en accréditation avait été déposée. Le 4 novembre dernier, c'est à l'unanimité que ces travailleurs ratifiaient cette première convention collective. Souhaitons que d'autres salariés de l'empire Couche-Tard emboîtent le pas.

Dans cette lutte, ce sont les nouveaux moyens mis en place pour rejoindre les gens et les aider à établir un rapport de force non traditionnel qui sont à souligner. Quelque 500

syndiqués de la CSN « ont adopté des dépanneurs », qu'ils visitaient aux deux semaines pour distribuer aux employés des tracts sur les lois du travail. Les résidents habitant à proximité des succursales en voie de s'organiser pour se syndiquer ont ainsi été sensibilisés à la situation. D'ex-travailleurs sont allés dans des cégeps pour obtenir le soutien des associations étudiantes et inciter les étudiants travaillant chez Couche-Tard à se syndiquer. Pendant plusieurs mois, un panneau publicitaire, le long de l'autoroute 20 à la hauteur de Saint-Liboire, a invité les automobilistes à faire un arrêt au dépanneur Couche-Tard afin d'encourager les employés qui luttent pour faire reconnaître leur syndicat.

On a aussi eu recours à une tactique peu utilisée au Québec: le militantisme actionnarial. C'est ainsi que des actionnaires favorables à la syndicalisation, comme des communautés religieuses, ont donné des procurations à des travailleuses de Couche-Tard pour qu'elles puissent intervenir en leur

L'auteur est syndicaliste

Photo: Michel Giroux/  
Archives de la CSN





nom à l'assemblée des actionnaires. Le secrétaire général de la CSN s'est même rendu en Norvège, au printemps, pour rencontrer le syndicat de Statoil Fuel and Retail, une entreprise récemment acquise par Couche-Tard, dans le but d'établir un plan commun d'action pour contrer toute manœuvre antisyndicale.

La principale motivation qui a inspiré les travailleuses et les travailleurs de Couche-Tard est la recherche du respect de la part de l'employeur. Ce respect se traduit désormais par des salaires qui dépassent le salaire minimum, avec des hausses de 2% par année; le paiement de centaines de dollars à chaque employé pour les heures travaillées entre le dépôt de la requête en accréditation et la signature de la convention collective; des mesures assurant une meilleure sécurité au travail; des congés fériés, des congés mobiles, des congés sociaux, des congés de maternité et de paternité et des congés pour obligations familiales. Plusieurs syndiqués ont expliqué leur engagement en disant: «On le fait pour nous, mais on le fait surtout pour ceux qui suivent.»

L'histoire de la CSN est jalonnée d'exemples de ce genre où il a fallu des années avant que les travailleuses et les travailleurs obtiennent justice et voient leurs droits respectés. Pensons à la saga juridique qui a opposé la Centrale à Métro-Richelieu en août 1997. Faisant fi des dispositions des conventions collectives régissant les conditions de travail de plusieurs centaines de travailleurs regroupés dans quatre syndicats, l'entreprise avait fermé des services, eu recours à la sous-traitance et mis à pied des dizaines d'employés. L'affaire est allée en cour et le règlement final s'est traduit par le versement de dizaines de millions de dollars aux travailleurs lésés.

Rappelons aussi le cas du Holiday Inn du centre-ville de Montréal où, le 24 décembre 1993 en soirée, le proprié-

taire Michael Rosenberg a annoncé sans ménagement aux employés qu'ils étaient congédiés à la suite d'un changement de propriétaire. Il a fallu 43 mois d'une résistance soutenue par l'ensemble du mouvement, qui y a investi plus d'un million de dollars, avant que ces 70 travailleuses et travailleurs, dont une majorité était issue de communautés culturelles, ne retrouvent enfin leur emploi.

La longue bataille pour la syndicalisation des salariés de Couche-Tard

s'inscrit ainsi dans une histoire à connaître<sup>1</sup>. Elle est représentative de la «manière CSN», une manière qu'il fait bon mettre en valeur à l'heure où l'image du syndicalisme est ternie par les conversations édifiantes entendues à la commission Charbonneau entre le président de la FTQ, Michel Arsenault, l'ex-directeur général de la FTQ-Construction, Jocelyn Dupuis, et des caïds de la mafia. ●

## Des Dominicains dépouillés de leur citoyenneté

La dénationalisation de milliers de citoyens envenime le climat social en République dominicaine.

**PABLO MELLA**

Le 23 septembre dernier, le Tribunal constitutionnel de la République dominicaine a rendu une décision qui a profondément divisé l'opinion publique nationale et indigné la communauté internationale. Dans son arrêt 168-13, le Tribunal dépouille de leur citoyenneté des Dominicains et des Dominicaines nés au pays mais de parents étrangers ayant un statut migratoire irrégulier. Ce faisant, la cour applique rétroactivement jusqu'en 1929 un changement introduit à l'article 18 de la Constitution de 2010, qui restreint l'accès à la nationalité dominicaine par droit du sol (*jus soli*).

Cette restriction stipule que les enfants «d'étrangers en transit ou résidant illégalement sur le territoire dominicain» (traduction libre) ne peuvent acquérir la citoyenneté dominicaine. Elle s'appuie sur une définition de l'expression «en transit» que seuls semblaient connaître les législateurs ayant voté pour son adoption lors des

délibérations sur la Constitution de 2010. Ainsi: «est considéré en transit toute étrangère ou tout étranger défini comme tel dans les lois dominicaines» (traduction libre). Des interprétations de cette clause ont donc créé la situation absurde où des personnes qui vivent au pays depuis des décennies peuvent désormais être considérées «en transit». Plusieurs d'entre elles sont même arrivées au pays après avoir été engagées comme travailleurs par le gouvernement dominicain. Cette information ayant été enregistrée par le biais d'un système d'identification aujourd'hui désuet, leur statut peut désormais être considéré comme irrégulier dans certains cas.

La position du gouvernement dominicain concernant cet arrêt demeure ambiguë au moment d'écrire ces lignes. D'un côté, il a reconnu publiquement que cela crée un «problème humain». De l'autre, il ne veut pas contredire le Tribunal parce qu'il a peur de confronter les partis alliés et une bonne partie de l'opinion pu-

L'auteur, jésuite, est membre du conseil de direction du Centre Bonó en République dominicaine

1. Lire «La manière CSN: Ne pas lâcher, jamais!», *Nouvelles CSN*, 12 septembre 1997, disponible sur le Web.



La communauté internationale a condamné d'une seule voix la décision du Tribunal constitutionnel dominicain. La pression est surtout venue des pays des Caraïbes, qui ont appelé l'OEA à sanctionner la République dominicaine. Ces États ont également exigé que lui soient retirés les bénéfices qu'elle reçoit du Venezuela en vertu de l'accord pétrolier Petrocaribe.

Comme les décisions du Tribunal constitutionnel sont sans appel sur le plan national et que les recours judiciaires sont épuisés en République dominicaine, les opposants à l'arrêt 168-13 – le Centro Bonó de la Compagnie de Jésus en est – espèrent que la médiation des Nations unies et l'intervention de la Commission inter-américaine des droits humains de l'OEA pourront rectifier la situation. La solution devrait être « nationale », mais toujours en accord avec le droit international et le respect des droits humains. ●

Un garçon d'origine haïtienne tient une pancarte où l'on peut lire « Je suis Dominicain », lors d'une manifestation à Santo Domingo, en septembre dernier.  
Photo : PC/Ezequiel Abiu López

blique dominicaine qui a des prises de position virulentes contre l'immigration haïtienne.

Cette situation a divisé la population dominicaine en deux camps principaux. D'un côté, il y a ceux qui considèrent l'arrêt du Tribunal comme une mesure juste et patriotique devant une « menace contre la souveraineté de la nation ». De l'autre, ceux qui considèrent qu'elle est injuste et inconstitutionnelle, légalisant un véritable « génocide civique ».

Les deux groupes se sont mobilisés pour défendre leur position. Le 15 octobre dernier, le Comité national de solidarité avec les personnes dénationalisées a été formé, recueillant l'appui de plus de 200 personnes parmi lesquelles figurent de nombreux intellectuels dominicains connus, notamment l'écrivain Junot Diaz, lauréat d'un prix Pulitzer. Le Comité a tenu une série de conférences de presse pour sensibiliser l'opinion publique, le citoyen moyen n'étant pas au fait des conséquences de la décision du Tribunal. Il a également œuvré à l'organisation de la visite de la Commission interaméricaine des droits humains de l'Organisation des États américains (OEA), en décembre dernier.

De leur côté, ceux qui défendent l'arrêt du Tribunal ont mis sur pied une association nommée le Réseau national pour la défense de la souveraineté. Celui-ci a organisé des manifestations à Santo Domingo, la capitale, et à

Santiago, allant jusqu'à appeler au meurtre des « traîtres à la nation », personnifiés par les principales têtes d'affiche du mouvement d'opposition à l'arrêt 168-13. Accusés de trahison, voire de sédition, les journalistes Juan Bolívar Díaz et Huchi Lora sont principalement visés et ont même été traînés en justice par des groupes membres du Réseau. Ce dernier a également financé la publication de tracts au ton menaçant, dans lesquels des photos identifiaient certains des supposés « traîtres à la patrie ».

## Le coût fiscal du CÉLI

Le CÉLI est un abri fiscal qui doit être remis en question tant il deviendra lourd de conséquences pour les finances publiques.

**GILLES L. BOURQUE**

La saison de promotion des régimes enregistrés d'épargne-retraite (REÉR) arrive comme à chaque année et s'accompagne d'un lot d'articles faits par des conseillers et chroniqueurs financiers. Depuis quelques années, les comparatifs entre le tradi-

tionnel REÉR et le nouveau compte d'épargne libre d'impôt (CÉLI), créé par le gouvernement Harper en 2008, s'ajoutent au tableau, sans qu'aucun des enjeux sociétaux de fond que posent ces outils financiers ne soit abordé.

Si les REÉR sont déjà source d'inégalités parce qu'ils concernent ces

L'auteur est coordonnateur des Éditions Vie Économique et chercheur à l'Institut de recherche en économie contemporaine (IRÉC)



personnes qui ont les moyens d'y investir pour s'assurer une meilleure retraite, les CÉLI sont encore plus préoccupants. Car là où le REÉR est basé sur un mécanisme de report d'impôt et non d'élimination de l'impôt, le CÉLI, sans offrir un crédit d'impôt, offre bien plus aux épargnants, soit la possibilité de faire fructifier leurs placements *complètement* à l'abri de l'impôt. De ce fait, cet avantage fiscal représente une véritable bombe à retardement pour les finances publiques du gouvernement fédéral et pour les provinces.

Tout Canadien âgé de 18 ans et plus peut cotiser 5500 \$ annuellement dans un CÉLI (la norme initiale de 5000 \$ ayant été augmentée en 2013). Les droits de cotisation inutilisés sont automatiquement reportés aux années suivantes. Les retraits d'un CÉLI sont non imposables et peuvent être utilisés par leur détenteur comme il lui convient. Les véhicules de placement permis sont les mêmes que ceux d'un REÉR et comprennent les certificats de placement garanti, les fonds communs de placement, les obligations ainsi que les titres cotés en bourse.

Le CÉLI est vendu à la population comme étant un outil destiné à qui-conque a besoin d'épargner pour pouvoir réaliser de beaux projets. Cet objectif noble cache une réalité moins rose: plutôt que de placer leur argent

dans un REÉR, plusieurs choisissent de plus en plus le CÉLI. On aurait tort de croire que seuls les ménages qui ont des moyens élevés d'épargne en profitent et on peut se demander combien de ménages moins fortunés utiliseront le CÉLI plutôt que d'épargner de manière responsable pour leur retraite.

Ainsi, les cotisations annuelles des Canadiens dans les CÉLI sont passées de 19,1 milliards \$ en 2009, à 30,7 milliards \$ en 2011. À titre comparatif, durant la même période, la moyenne des cotisations annuelles des Canadiens aux REÉR a été de 34 milliards \$. En décembre 2012, les Québécois détenaient pour leur part un actif de 12,6 milliards \$ dans plus d'un million de CÉLI (soit un peu moins de 10 000 \$ par compte en moyenne), soit 24 % de l'actif total des Canadiens dans ces comptes. En plus, cet argent est placé dans des fonds communs de placement, au détriment des comptes d'épargne (moins risqués).

Le coût fiscal et social d'une telle mesure n'est jamais scruté par les grands médias où abondent, par ailleurs, les publicités moussant ces produits financiers aux yeux du public. Il est pourtant considérable. Le gouvernement fédéral estime que cette mesure lui a coûté 305 millions \$ en 2012 en impôts non perçus (61 millions \$ pour le gouvernement québécois). Lorsque cet outil sera pleinement uti-

lisé par la population canadienne, soit vers 2029, la dépense fiscale est estimée à 600 millions \$ par année pour le gouvernement québécois. Notons que le ministre Flaherty a récemment réitéré la promesse du gouvernement conservateur de faire passer à 10 000 \$ les droits de cotisation annuels au CÉLI lorsque l'élimination du déficit fédéral sera atteinte en 2015, ce qui aurait comme conséquence de devancer et d'aggraver les pertes (dépenses) fiscales pour les gouvernements.

Pourquoi les gouvernements encouragent-ils une mesure qui s'avèrera à la longue un gouffre pour les finances publiques? Clairement, l'esprit de Thatcher rôde – «*there is no such thing as society*» – l'individu prime et le message qu'on lui envoie est que son argent sera mieux utilisé à l'intérieur des mécaniques financières privées qu'à l'intérieur des finances publiques. Il est préoccupant de constater la complaisance dont jouit le CÉLI et le peu de débats publics à ce sujet, même au sein de la gauche, alors qu'il est clair que le maintien et le développement d'une telle mesure va à l'encontre de tout principe de solidarité sociale et de justice fiscale, et contribuera à creuser encore davantage les inégalités en tout genre dans la société. ●

**Ligue des droits et libertés**  
 Au cœur des luttes  
 depuis 50 ans  
**LDL**

**Soirée Bénéfice**

**JEUDI 20 FÉVRIER**  
 35,00\$

**Cabaret du Mile-End**  
 5240 av. du Parc

**Vin de solidarité**  
 à 19h00  
 Soirée à 20h00

**Information et billets:**  
 514-849-7717 (#21)  
 info@liguedesdroits.ca



# La Catalogne : un nouvel État européen?

**SANTI TORRES, S.J.**

Le 11 septembre 2012, plus d'un million de personnes remplissaient les rues de Barcelone scandant un même slogan : «La Catalogne, un nouvel État d'Europe». Un véritable succès qui avait même surpris l'Assemblée nationale catalane, qui avait œuvré durant des mois à l'organisation de l'événement. Le conflit politique catalan atteignait pour la première fois une importante visibilité internationale.

Un an plus tard, le 11 septembre 2013, une chaîne humaine de plus d'un million et demi de personnes a relié le territoire catalan du nord au sud – soit plus de 400 km. Cette fois, la manifestation réclamait clairement la tenue d'un référendum sur l'indépendance.

Pour comprendre ce qui se passe en Catalogne, il faut revenir sur le long processus politique dont ces événements sont l'aboutissement, à savoir l'érosion continue du pacte constitutionnel qui avait été établi par le nouveau régime démocratique espagnol à la fin de la dictature franquiste, particulièrement hostile à la culture, à la langue et aux institutions catalanes. La Constitution de 1978 jeta les bases d'une structure institutionnelle de l'État caractérisée par deux principes fondamentaux : l'unité indissoluble de la nation espagnole et un système de décentralisation politico-administrative subdivisé en 17 communautés autonomes. Celles-ci possèdent aujourd'hui un grand nombre de prérogatives dans des domaines importants comme la santé, l'éducation, la protection sociale et, dans certains cas, la culture. Toutefois, cette décentralisation n'a pas répondu entièrement aux revendications de certaines communautés autonomes (la Catalogne et le Pays basque, par exemple) caractérisées par une forte conscience nationale et qui n'ont pas vu, durant ces années de démocratie, de changement significatif

dans la reconnaissance de leur identité et en faveur d'une vision plurinationale de l'État.

Dans le cas catalan, l'échec de la tentative de réforme du Statut d'autonomie de la communauté autonome de Catalogne, réalisée en 2006, a joué un rôle important. Un arrêt du Tribunal constitutionnel avait en effet invalidé, en 2010, un grand nombre d'articles du nouveau Statut. Celui-ci avait pourtant été approuvé non seulement par le Parlement catalan, mais

**Bien que les différentes parties insistent sur la nécessité d'une sortie de crise négociée, ce qui est certain, c'est que le processus souverainiste va de l'avant et gagne en popularité.**

aussi par le Parlement espagnol, après des négociations longues et ardues et maintes modifications, puis finalement ratifié à la suite d'un référendum. Cet échec a sans aucun doute contribué à détourner une bonne partie de la population catalane de la voie réformatrice; en peu d'années, le soutien aux options indépendantistes a explosé.

Un autre élément pouvant aider à comprendre la situation est la grave crise économique qui secoue l'Espagne, avec un taux de chômage qui dépasse les 27 % et atteint même 50 % chez les jeunes. Cette crise a touché directement les administrations publiques et mis en évidence les déficiences du financement de certaines communautés autonomes. Le budget de la Generalitat – dénomination historique du gouvernement autonome de Catalogne – est presque totalement dépendant de la contribution de l'État espagnol. Le gouvernement catalan n'a pas assez de leviers fiscaux pour financer les services publics qui relèvent de sa compétence. Cette situation, aggravée par la crise économique et la réduction des recettes, génère un déficit fiscal annuel très élevé, un des

plus élevés de toute l'Union européenne, et ce, malgré le fait que la Catalogne est une des régions les plus riches d'Espagne et celle qui contribue le plus, par les impôts de ses citoyens, aux coffres de l'État espagnol. Les compressions budgétaires, les graves problèmes du trésor public et la sensation d'étranglement et de dépendance au sein de la population ne font qu'accroître le mécontentement et renforcer la volonté indépendantiste.

Actuellement, c'est l'impasse. D'un côté, l'État espagnol, gouverné en ce moment par le Parti populaire, de droite et nationaliste, va dans le sens d'une recentralisation par une série de réformes amorcées en vue de récupérer certaines compétences des communautés autonomes. De l'autre, le processus souverainiste catalan se poursuit, avec pour objectif la tenue d'un référendum en 2014, par lequel se concrétiserait la volonté de créer un nouvel État européen. Entre les deux, une proposition de réforme constitutionnelle au niveau fédéral tente de préserver à la fois l'unité de l'État et le cadre des réalités territoriales particulières, mais elle ne recueille guère d'appuis.

Bien que les différentes parties insistent sur la nécessité d'une sortie de crise négociée, ce qui est certain, c'est que le processus souverainiste va de l'avant et gagne en popularité. L'internationalisation du conflit, le rôle de l'Europe et le processus initié en Grande-Bretagne avec le prochain référendum écossais sont autant d'éléments qui rendent plausible, pour la première fois depuis des décennies, l'idée que la Catalogne devienne un État d'Europe. Malgré la fin de non recevoir de Madrid, la majorité des partis et du peuple catalan est déterminée à tenir un référendum le 9 novembre 2014. Les prochains mois mettront sans aucun doute à l'épreuve la capacité politique des négociateurs et la maturité démocratique de l'État et de la société espagnols. ●

L'auteur est directeur adjoint et responsable des publications au centre jésuite Cristianisme i Justícia à Barcelone



## L'ÈRE DU FAUX

J'ai constamment le sentiment de vivre dans un univers où les images se superposent au réel, le masquent et le relèguent à l'oubli. La publicité récupère tous les gestes qui traduisent notre humanité en les dénaturant avec acharnement pour mousser la consommation. Je regarde les nouvelles à la télévision, interrompues par des images d'hommes et de femmes qui se délectent de hamburgers ou de pizzas: insurpassables délices. Cinq minutes plus tard, les nouvelles d'assassinats, de meurtres, d'inondations, quelque part dans le monde, sont interrompues par des annonces faisant l'éloge de voitures toujours les meilleures, quelle que soit leur marque et leur provenance. Puis, l'évocation des catastrophes reprend et sera suivie par des visages de femmes au sommet de la séduction grâce à l'effet miraculeux d'une crème. Je suis ainsi poussé à une frénétique consommation d'objets dont je saurais pourtant bien me passer.

Pour me divertir, c'est-à-dire pour m'éloigner de mes préoccupations quotidiennes, de multiples documentaires me font aussi envier des plages ensoleillées et des villes pleines de trésors et de mystères. Ainsi, le monde est un spectacle à ma portée qui se déroule, jour et nuit, en images. Certes, si je laisse la télévision allumée sans choix préalable, des scènes d'horreur, de violence et de misère abondent également dans les télé-feuilletons. Frappé, choqué, mon émotion est aiguillonnée, ma sympathie ciblée. Cela finit par être exacerbant et je ne cherche plus à m'abstenir de prendre

acte du monde qui existe, tel qu'il existe. Mais à force de voir des scènes qui se répètent indéfiniment, celles-ci finissent par tomber dans la banalité. Ayant épuisé mes réserves d'émotions, je fais alors face à mon impuissance. Je n'ai plus le choix qu'entre l'indignation et la tristesse, qui finissent par se neutraliser en indifférence. Face au spectacle, à la perpétuelle représentation d'images sans âme, de témoin je deviens spectateur, c'est-à-dire que je me trouve à l'extérieur du réel, ailleurs.

D'autres sollicitations me parviennent aussi en nombre d'autres sources. Sans que je n'aie rien demandé, Facebook, par exemple, me propose des «amis». J'en connais certains. J'ignore le nom des autres. Je n'ai qu'à appuyer sur un bouton et je suis automatiquement pourvu d'«amis». Or, je sais pertinemment qu'on a de la chance si on peut compter plus d'une douzaine d'amis au cours de notre existence. Ainsi, le sens de l'amitié se perd et cela dépasse Internet car, avec les nouvelles technologies, les mots perdent souvent leur sens quand il n'est pas dénaturé. Les mots se transforment en paravents reléguant le sens à la pénombre. Il est vrai que les prétendants à la gouvernance pèsent de tout leur poids et favorisent cette perte de sens par leur recours à un double langage. À force d'accorder différentes significations aux mots «démocratie», «liberté», «sécurité», par exemple, on devient tenté de ne plus prêter l'oreille aux discours politiques et, en y percevant les contradictions et les mensonges, de passer notre chemin.

Mais la pire mystification du réel est peut-être la corruption. Les contrats de construction à Montréal en sont l'illustration. Je ne suis pas seulement victime des mensonges qui l'accompagnent et que la télévision me déverse au visage chaque jour; je suis aussi lésé

en payant des taxes pour enrichir des escrocs. Le phénomène est mondial. De l'exaspération on passe à l'indignation. Les médias annonceront des espoirs de renouveau, des printemps qui mettront longtemps à naître et qui mourront aussitôt.

Pour beaucoup de ses amoureux, le sport, avec ses champions et ses arbitres, semblait être immunisé contre la corruption. Or, on a découvert qu'il n'échappait pas au phénomène. On savait depuis longtemps que la lutte était réduite à une représentation théâtrale. Mais maintenant, c'est la plupart des sports qui tombent sous le soupçon du faux. Les sommes d'argent mises dans les compétitions sportives – les courses notamment – étant considérables, les escrocs y ont découvert un marché lucratif. Matches arrangés, vainqueurs désignés au préalable. Les parieurs sont victimes de vol. D'autres sports, telle la course cycliste, sont dans le collimateur. Récemment, les champions de courses cyclistes ont dû reconnaître après coup qu'ils étaient arrivés les premiers grâce à des drogues. La présence constante de la télévision peut nous faire craindre une amplification de la corruption. Ce qui est pernicieux, ce n'est pas seulement que le spectacle lui-même deviendrait faux. La télévision carbure à cette mise en spectacle du faux. Mais en faisant du sport, même amateur, une industrie lucrative, elle le transforme directement et carrément... en pur mensonge. ●

## Un monde qui vacille



Alain Reno, *Et ça tourne*, 2013

Dans le contexte de l'émergence de nouveaux pôles d'influence dans le monde, du côté de la Chine notamment, assiste-t-on au déclin de l'Occident et de l'hégémonie américaine? Comment lire la reconfiguration des forces qui s'opère actuellement, en particulier les grandes luttes pour le contrôle des ressources? Comment évolue le rôle des États-Unis, une puissance militaire inégalée, appuyée par une OTAN en expansion? Leur contrôle de la mondialisation capitaliste reste puissant, mais partout des résistances s'expriment. Regards croisés sur certaines des grandes transformations et lignes de tension qui font vaciller l'ordre géopolitique mondial actuel.

## Un monde qui

**EMILIANO ARPIN-SIMONETTI**

La direction que prendra le monde au cours des prochaines décennies nourrit bien des hypothèses et des conjectures, parfois contradictoires. Elles portent tantôt sur le déclin des États-Unis et l'émergence de la Chine comme nouvelle superpuissance, tantôt sur l'avenir du capitalisme ou sur l'issue de la crise écologique, entre autres enjeux. Au cœur même du présent dossier, des perspectives s'affrontent, confrontant leurs limites et apories, attestant la complexité du monde et l'incertitude qui, certes, caractérise toujours l'avenir, mais peut-être davantage ces temps troubles.

Malgré les approximations et les divergences qu'il est difficile d'éviter quand vient le temps de donner sens, de manière globale, aux nombreux soubresauts et circonvolutions qui secouent la planète, certaines dynamiques profondes émergent néanmoins et permettent de pressentir les points de basculement possibles de l'ordre géopolitique mondial.

Au cœur de ce « basculement du monde », pour reprendre le titre du livre de Michel Béaud (*La Découverte*, 1998), l'émergence de la Chine comme nouveau centre de l'économie mondiale apparaît comme un élément incontournable. Si les États-Unis gardent un puissant contrôle de l'infrastructure juridique et informatique de la globalisation et en demeurent les principaux gestionnaires, la Chine, elle, en est devenue le moteur : c'est elle qui permet à un système carburant à la croissance de se maintenir. Ainsi, en 2016, elle supplantera officiellement les États-Unis au rang de première économie du monde.

Cette transition ne s'opère pas du jour au lendemain, et le statut de superpuissance des États-Unis ne leur a pas encore été ravi. Malgré l'essoufflement relatif de leur économie, leur influence politique, culturelle et, surtout, militaire, reste en effet inégalée. Celle-ci demeure un des piliers sur lesquels s'appuie l'oncle Sam pour se garantir un accès à certaines ressources stratégiques (minéraux, énergies fossiles, eau), devant la concurrence accrue des puissances émergentes comme le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud (le fameux BRICS). Son pari militariste,

porteur des germes de la guerre et d'une course aux armements déjà amorcée avec la Chine (dont le budget militaire a crû en flèche au cours des dernières années), constitue une inconnue potentiellement explosive dans la nébuleuse de la « transition hégémonique » que nous vivons, pour reprendre l'expression d'Immanuel Wallerstein.

Dans cette grande joute, le rôle de l'Inde constitue une autre partie importante de l'équation, elle qui devrait devenir la deuxième économie mondiale d'ici la moitié de ce siècle, devant les États-Unis, selon les prévisions de



# vacille

l'OCDE. Le numéro de juillet-août 2014 de *Relations* y sera consacré, ce qui explique en partie notre choix de ne pas l'aborder dans le présent dossier. Mentionnons simplement que certains enjeux géostratégiques importants se poseront entre l'Inde et la Chine au cours des années à venir, en particulier ceux liés à l'eau. Des contentieux frontaliers entre les deux pays existent déjà, une situation qui pourrait s'aggraver en raison des changements climatiques qui accélèrent la fonte des glaciers de l'Himalaya. Ces tensions sont susceptibles de jouer un rôle déstabilisateur dans la région appelée à devenir le centre du monde.

\* \* \*

Dans ce climat d'incertitudes multiples marqué par le déclin de l'Occident, une chose est sûre toutefois : la mondialisation capitaliste n'est aucunement menacée. Bien au contraire : elle s'approfondit, à travers une financiarisation implacable, l'expansion de la toile juridique contraignante des traités commerciaux, le pillage accéléré des ressources et la destruction de l'environnement. L'essor des pays du BRICS, loin d'endiguer le phénomène, en draine plutôt les dividendes vers de nouveaux centres, au profit de nouvelles classes d'enrichis qui demeurent minoritaires même si leur poids tend à s'accroître. En adoptant les structures productives et les modes de gestion du capitalisme avancé, ces pays deviennent ainsi de nouveaux relais importants permettant à ce vaste réseau qu'est l'économie mondiale de fonctionner, en distribuant les risques, même lorsque d'autres centres vacillent.

Malgré cette configuration chaque jour plus connectée du capitalisme mondial, la circulation toujours plus rapide des flux mondiaux de capitaux et de marchandises accélère ses contradictions internes et constitue une autre source d'instabilité. Alors que le système mondial s'approche d'une forme oligopolistique gérée par un club de pays riches (le G20, avec en son centre le G8 et le BRICS), la tentation – ou la nostalgie – du monopole du pouvoir chez les élites des différentes puissances mondiales pourrait bien créer de vives tensions. Dans ce contexte, le rôle qu'entend se donner chacune de ces puissances dans le concert des nations est à surveiller. Si ce rôle est en partie déterminé par les logiques et les dynamiques propres au capitalisme – et l'expansionnisme dont il est porteur –, il l'est aussi par les

« La sortie de l'ère coloniale et le déclin de l'occidentocentrisme ouvrent la voie à un véritable dialogue des civilisations qui, en retour, rend possible l'avènement d'un nouvel universalisme. Un universalisme à plusieurs voix, un pluriversalisme. »

MANIFESTE CONVIVIALISTE.

DÉCLARATION D'INTERDÉPENDANCE

luttons politiques menées au sein de ces pays, au nom de principes et de représentations du monde de plus en plus diverses. Car partout, des résistances parfois tenaces émergent face à la brutale dépossession qui caractérise le développement capitaliste, en particulier dans sa phase actuelle, alors que son découplage avec la démocratie et l'idéologie des droits humains semble de plus en plus consommé à mesure que l'autoritarisme s'impose comme le garant de l'efficience marchande et technocratique.

Signe d'une perte d'influence de l'Occident, ces résistances qui éclosent se font dans bien des cas au nom de représentations du monde indigènes, souvent même en dehors des catégories de pensée occidentales, notamment celles du libéralisme et du socialisme « scientifique ». Pensons simplement au « *buen vivir* » et à la défense de la Terre-mère des mouvements indigénistes en Amérique latine – mais aussi en Amérique du Nord –, qui mobilisent une conception du monde et de l'environnement radicalement opposée au consumérisme, à l'hyperindividualisme et à l'extractivisme caractérisant le modèle capitaliste.

Ces résistances, qui sont autant de réponses des sociétés du monde aux effets destructurants du capitalisme, reflètent la richesse et la diversité des civilisations et doivent être l'objet de la plus grande attention. En offrant des alternatives nouvelles, elles nous indiquent les angles morts de nos luttes et nous invitent, à notre tour, à décoloniser notre héritage culturel : celui de la modernité. D'une part pour dépasser ses limites en y intégrant les apports des cultures du monde, comme nous y convie Enrique Dussel dans les pages de ce dossier ; mais aussi, d'autre part, pour renouer avec l'humanisme dont la modernité était porteuse avant sa récupération bourgeoise, utilitariste et impérialiste. Enfin, ces résistances nous invitent aussi à éviter le piège d'une solidarité fondée sur le seul grégarisme ethnique et le chauvinisme – ce que l'historien Eric Hobsbawm appelait « le communisme des idiots » –, tel que promu par les mouvements d'extrême droite qui se présentent, eux aussi, comme des réponses au sabotage capitaliste, mais qui n'en sont que des créatures zombifiées. ●

© Alain Reno

# Le déclin de l'hégémonie américaine

Depuis les années 1970, les États-Unis ont géré tant bien que mal leur déclin hégémonique. Il est actuellement patent.

**IMMANUEL WALLERSTEIN**

L'auteur est *senior research scholar* à l'Université Yale, aux États-Unis

Seul pouvoir industriel ayant pu échapper à la destruction après les deux guerres mondiales, les États-Unis se sont imposés en tant que pouvoir hégémonique vers la moitié du siècle dernier, au terme de ce que j'appelle une guerre de trente ans. Ayant écarté leur grande rivale l'Allemagne et n'ayant pas de concurrence économique immédiate, ils ont alors pu succéder à la Grande-Bretagne en déclin et utiliser ce pouvoir énorme pour s'imposer politiquement et culturellement partout dans le monde. Leur seul obstacle, en 1945, était le pouvoir militaire de l'URSS. Les États-Unis acquirent une suprématie incontestable de manière implicite avec les Accords de Yalta, où se décida le partage du monde : les deux tiers environ pour eux, le reste à l'URSS, chacune des deux parties acceptant tacitement de ne jamais rompre ce pacte. La guerre froide ne servit qu'à masquer cette volonté commune de ne rien changer à la situation mondiale.

Comme il ne sert à rien d'être le pouvoir économique le plus fort du monde s'il n'y a pas de clients à qui vendre ses marchandises, il a fallu que les États-Unis reconstruisent l'Europe occidentale – ce qu'ils firent avec le plan Marshall – et le Japon avec des aides similaires. De son côté, l'URSS consolidait à sa manière sa zone d'influence.

Les États-Unis sont demeurés le pouvoir hégémonique jusqu'aux années 1960, moment charnière où ils ont dû faire face à deux grands problèmes. D'une part, l'Europe occidentale et le Japon devenaient des concurrents économiques grâce à l'amélioration des conditions de vie de leurs populations. D'autre part, un nombre grandissant de pays n'acceptaient plus le statu quo imposé par les deux grandes puissances. Le Vietnam, l'Algérie et Cuba ont refusé le statu quo de Yalta. La Chine, de son côté, a refusé de suivre les conseils de l'URSS qui suggérait un compromis avec le Kuomintang (le parti nationaliste chinois de Taïwan), manifestant de cette façon une indépendance politique importante à son égard. Ainsi, à partir des années 1970, les États-Unis n'ont plus été un pouvoir hégémonique au sens strict du mot, à savoir un pouvoir qui peut s'imposer politiquement à n'importe quel moment sur n'importe quel enjeu mondial.

À partir de ce moment, l'effort principal des États-Unis a consisté à masquer le déclin de leur pouvoir hégémonique, en disant à l'Europe occidentale et au Japon, en pleine ascension économique : « Vous étiez auparavant nos satellites, dorénavant vous serez nos partenaires. » Cela s'est

concrétisé de diverses manières. On a créé notamment le Forum économique mondial de Davos, en 1971, la Trilatérale, en 1973, et le G7, en 1976.

La hausse des prix du pétrole par l'OPEP, en 1970, est à situer dans ce contexte de « rivalité » entre les États-Unis et leurs « partenaires ». Les pays de l'OPEP, l'Arabie saoudite et l'Iran du shah en tête, alliés inconditionnels des États-Unis, n'auraient jamais autorisé cette hausse, en effet, sans leur accord préalable. Les États-Unis, dépendant moins de ce pétrole que l'Europe et le Japon, comptaient ainsi faire mal à ces pays.

Mais à partir de 1989, avec la chute du mur de Berlin et le démantèlement de l'URSS, en 1991, le déclin irréversible de l'hégémonie américaine est devenu manifeste. Cette période a représenté un véritable désastre pour les États-Unis, car avant ils pouvaient compter sur l'URSS – leur alliée fondamentale dans la division systémique mondiale – pour discipliner ses satellites. Saddam Hussein, par exemple, n'aurait jamais pu envahir le Koweït avant, comme il l'a fait en 1990 : l'URSS l'en aurait dissuadé.

Les élections américaines de 2000 sont un autre point tournant dans la dégringolade. Dès son arrivée au pouvoir, George W. Bush s'entoure d'une équipe de néoconservateurs issus du *think tank* appelé Project for the New

Les États-Unis sont donc actuellement dans une situation post-hégémonique caractérisée par une multipolarité du monde et par des alliances instables.

American Century. Selon celui-ci, le déclin s'explique par des présidents « faibles » (incluant même Reagan) en matière de politique étrangère. Pour récupérer leur hégémonie, les États-Unis, pensaient-ils, devaient déployer sans complexe leur machine militaire – et de préférence sans alliés. Il s'agissait de montrer à la face du monde le pouvoir implacable des États-Unis. Les attaques terroristes du 11 septembre 2001 à New York leur offriront le prétexte pour mettre en pratique cette stratégie définie trois ans plus tôt dans le rapport *Rebuilding America's Defenses*. Il a fallu six ans à George W. Bush pour constater la faillite de cette entreprise militaire : il remercia ses anciens conseillers néoconservateurs, Donald Rumsfeld et Dick Cheney, qui n'auront fait qu'accélérer le déclin.

## MONDE MULTIPOLAIRE

Les États-Unis sont donc actuellement dans une situation post-hégémonique caractérisée par une multipolarité du monde et par des alliances instables. Une dizaine de puissances autonomes importantes sont en concurrence entre

elles : outre les États-Unis, il y a l'Europe occidentale, le Japon, la Russie, la Chine, l'Inde, le Brésil, etc. Comme elles sont trop nombreuses, des alliances deviennent nécessaires et fluctuent au gré des circonstances. La Russie s'allie parfois avec la Chine, parfois avec les États-Unis, parfois avec l'Europe occidentale. C'est la même chose pour les autres puissances. L'instabilité dans les alliances géopolitiques est là pour durer.

Ce qui est sûr, c'est que les États-Unis ne sont plus en position de dicter quoi que ce soit : ils doivent marchander. Au Moyen-Orient, par exemple, l'Égypte, Israël, l'Arabie saoudite, l'Irak, l'Iran et la Syrie en font à leur tête. Leur seul souci, c'est de ménager la susceptibilité américaine – encore nostalgique de sa puissance – qui pourrait faire commettre aux États-Unis de graves erreurs géostratégiques pouvant nuire à tout le monde, y compris à eux-mêmes.

Les États-Unis détiennent cependant deux pouvoirs qui leur assurent encore une supériorité par rapport aux autres pays. Le premier est militaire, mais comme il repose principalement sur la possession d'armes nucléaires et de drones, cet avantage demeure relatif puisqu'ils ne peuvent véritablement en tirer profit. Les guerres sont gagnées en utilisant les soldats au sol : or, la résistance publique américaine à cette idée est maintenant trop forte. Le deuxième, c'est le dollar US, qui leur permet de s'endetter sans en souffrir les conséquences. Il n'y a pas d'autre monnaie plus sûre, même si le dollar est en déclin constant. Les principaux créanciers des États-Unis, au premier chef la Chine, continuent d'y investir et d'acheter des bons du Trésor américain afin de les maintenir à flot comme acheteurs et soutenir la devise. Par contre, ils sont placés devant le dilemme propre à n'importe quel acteur boursier qui voit baisser la valeur de ses actions en bourse : leurs investissements en dollars perdent sans cesse de la valeur, mais s'ils se retirent, ils craignent la banqueroute des États-Unis et donc la perte complète de leurs investissements. Ils doivent choisir le « bon » moment pour se retirer définitivement, avant le désastre inévitable. Mais comme tout investisseur le sait, il n'y a pas moyen de discerner le bon moment. Entre temps, ils se retirent graduellement.

Les États-Unis n'auront bientôt d'autre choix que de s'allier à l'une ou l'autre des puissances qui émergeront en



© Alain Reno

force comme pouvoir hégémonique potentiel. Selon moi, tout laisse croire que ce sera l'Asie du Nord-Est (Chine, Japon et les deux Corées, une fois réunifiées). Face à cette puissance, la Russie se tournera vers l'Europe occidentale pour former une alliance rivale. Les États-Unis auront à choisir entre les deux. À mon avis, ils iront avec l'Asie du Nord-Est. Il y a plusieurs raisons à cela. D'une part, l'Europe ne recouvrira jamais son autonomie culturelle si elle ne se libère pas de la connexion étatsunienne. D'autre part, les possibilités économiques des États-Unis sont plus fortes avec l'Asie du Nord-Est qu'avec l'Europe. Dans tous les cas, la stabilisation des alliances prendra du temps à s'établir. Et quoi qu'il arrive, les États-Unis ne seront plus perçus comme le géant du monde. ●

**PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-CLAUDE RAVET  
ET EMILIANO ARPIN-SIMONETTI**

# L'empire du capitalisme

Les États-Unis sont devenus les gestionnaires de la globalisation capitaliste, qui n'a de cesse de détruire le socle civilisationnel des sociétés pour qu'elles deviennent un seul et vaste marché.

**JACQUES ALEXANDRE MASCOTTO**

L'auteur est sociologue

Il faut se défaire de l'idée du déclin des États-Unis. Ceux-ci n'ont jamais été aussi puissants et prépondérants qu'ils le sont maintenant. Disons que s'il y a eu un petit âge d'or de 1948 à 1970, un deuxième encore plus doré marque la période allant de 1980 à 2010. C'est alors qu'ils mettent en pratique, pour la première fois, l'essence même du capitalisme dont parle Fernand Braudel dans son œuvre : l'osmose entre les relations interétatiques conflictuelles et les relations compétitives entre les formes organisationnelles du capital (les transnationales, par exemple); la mobilité du capital vers des marchés lucratifs, capables de pomper de hauts taux de profit; la conversion rapide du profit en capital abstrait, en spéculation – boursière ou immobilière – et une financiarisation globale réalisée avec la complicité de l'État. Le capitalisme l'a toujours fait, mais jamais de manière aussi systématique et élargie – nous sommes tous embrigadés dans cette mécanique. Cela est possible grâce aux gigantesques capacités militaires, organisationnelles et technologiques dont dispose l'État américain qui est en mesure, pour la première fois, de convertir du jour au lendemain sa puissance militaire en puissance économique, et vice-versa.

Cet État américain est devenu le principal État responsable du management de la globalisation. Il dispose d'un système sophistiqué d'information et de cyber-surveillance (PRISM, Xkeyscore) et dirige la production et la définition du cadre juridique tentaculaire qui accompagne la déréglementation et la libre circulation des capitaux : des règles élaborées par des firmes de comptables, d'avocats et de consultants qui sont les premières forces productives du pays. Tous les États obéissent à ces règles qui forment la « constitution » du capitalisme<sup>1</sup>. La lutte de classes, les mouvements ouvriers et syndicaux dans les diverses sociétés les en empêchaient jusqu'ici. Avant, ils dominaient *de facto*; maintenant ils dominent *de jure*. Le droit commercial a une primauté absolue sur le droit public et les autres sortes de droit. Ne serait-ce que pour étendre l'espace abstrait de la propriété – dans le domaine intellectuel, de la nature, du vivant.

C'est en ce sens que les États-Unis sont le centre de l'innovation financière (produits et services financiers) : leur dette gigantesque ne veut plus rien dire, puisque les inves-



tissements affluent et afflueront toujours parce qu'on y fait de juteux profits. Ils sont devenus une hyperpuissance qui a imposé une internationalisation accélérée des États, par l'intermédiaire d'abord du G7, puis du G8 et enfin du G20, en exigeant qu'ils entrent dans la gouvernance de la globalisation chapeauté par les États-Unis.

Nous sommes donc en face d'une hyperpuissance et d'un archipel d'États, incluant les États émergents, qui participent pleinement à cette gouvernance mondiale se déployant dans l'acceptation du fait que les crises sont devenues inévitables, permanentes, multiformes et parfois même vues comme salutaires et dotées de propriétés immunologiques. Avec le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, la Banque des règlements internationaux et le G20 – avec en son centre le G8 et l'OTAN –, s'est mis en place un système international inédit dans l'histoire, qui mobilise les États à son service ainsi que les universités, l'appareil scientifique et technique, les médias et les grandes ONG. Le système moderne des relations internationales s'est transformé en un gigantesque réseau de dispositifs d'incorporation, qu'il s'agisse de toutes les formes possibles d'exploitation du travail, de l'appropriation du temps et de l'espace (terres agricoles, fonds marins, etc.) ou encore de formes de résistance récupérées et converties en information stratégique servant à la gestion de crises.

Il n'est donc pas étonnant d'entendre, par exemple, l'ex-président du Conseil des ministres en Italie, Mario Monti, adulé comme expert dans la gestion de crises, déclarer que : «Ceux qui gouvernent ne doivent pas se laisser lier les mains par les parlementaires<sup>2</sup>.» En clair, ils doivent se borner à répondre aux «signaux du marché» et obéir aux algorithmes des ordinateurs, aux diktats du FMI, aux verdicts des agences de notation, etc.

## DÉTRUIRE LA SOCIÉTÉ

Le capitalisme n'a ainsi plus besoin d'un empire formel. Il a dépassé le stade de la domination des sociétés. Ce qu'il cherche, c'est la destruction de la société en tant que société. La société, quelle que soit la forme qu'elle prend, est un obstacle en tant qu'ensemble d'institutions, en tant que mémoire, en tant que culture; elle est un obstacle à l'accélération du capital et aux flux de capital abstrait. Il ne doit plus y avoir que des rapports utilitaires et intéressés entre des individus sans attaches. «*There is no such thing as society*», disait Thatcher.

Dans ce contexte, la géopolitique se transforme; elle liquide les frontières entre l'«intérieur» et l'«extérieur», pour n'avoir plus qu'un ennemi intérieur, dans l'optique de permettre au capital d'assouvir son fantasme d'être libéré de tout contexte social et historique. Elle ne vise plus qu'à mener des guerres civiles, en quelque sorte, contre toute société, contre tout ce qui relève de la solidarité sociétale, de la particularité culturelle et nationale.

Le capitalisme n'a ainsi plus besoin d'un empire formel. Il a dépassé le stade de la domination des sociétés. Ce qu'il cherche, c'est la destruction de la société, qui fait obstacle à l'accélération du capital et aux flux de capital abstrait.

Or, il se trouve que les sociétés n'ont jamais existé toutes seules. Comme le disaient Fernand Braudel et Michel Freitag: il n'y a pas de société qui ne soit accrochée à d'autres sociétés dans un ensemble civilisationnel. On comprend dès lors le sens véritable, dans l'optique de la globalisation capitaliste, du projet de Bernard Lewis et Samuel Huntington: le choc des civilisations. Ils ne parlent pas d'une réalité objective, mais souhaitée: ils veulent ce *clash* parce qu'ils savent très bien que le seul véritable obstacle qu'il reste à la domination capitaliste sous la férule des États-Unis, c'est la présence de civilisations, l'existence de

leurs bases matérielles, symboliques, éducationnelles, en somme, tout ce qui s'est établi dans la durée, dans un rapport à une transcendance et qui résiste au diktat de malléabilité aux lois du marché. Ce que vise le capitalisme, c'est la pure immanence, incarnée dans le triomphe de la technologie et de la financiarisation de l'économie et, dès lors, la destruction des civilisations, irréductibles les unes par rapport aux autres, mais constituant les multiples visages humains du monde.

## L'INCORPORATION

Une bonne part de la géopolitique actuelle relève de la logique de l'incorporation qui régit la globalisation capitaliste. Celle-ci exacerbe et multiplie les conflits d'ordre territorial-stratégique entre États. La question centrale qui se pose est le plus souvent celle-ci: s'incorporer ou être incorporé de force? Demeurer ou devenir un acteur de et dans l'incorporation/globalisation, ou bien y figurer à titre de zone sinistrée, de zone touristique ou de camp de réfugiés? Ce qui se passe au Moyen-Orient est de cet ordre. Il y a bien sûr des raisons géostratégiques de contrôler les gisements et l'acheminement du pétrole et du gaz. Mais il y a aussi une volonté de détruire cet ensemble civilisationnel important, où cohabitent trois religions monothéistes, qui fait obstacle à la globalisation. Cela se fait par la balkanisation (ethnique et confessionnelle) de sociétés, comme on le voit en Irak, un phénomène qui menace aussi maintenant la Syrie. Pour y arriver, on joue le fondamentalisme contre la religion, laquelle est indissociable d'un ancrage culturel, pour affaiblir son potentiel de résistance et qu'elle devienne un agent immanent de l'incorporation capitaliste. Les Frères musulmans (du moins leur faction dominante débarrassée des tendances réformatrices), soutenus par le Qatar, et les salafistes, soutenus par l'Arabie saoudite, en sont les protagonistes puissants, incapables de modifier, voire d'infléchir minimalement la «politique étrangère» des pays où ils ont accédé au pouvoir.

La congruence géopolitique – à laquelle ont concouru la logique et la dynamique de la guerre froide – entre système de pouvoir, système économique et Empire américain, a atteint une densité telle qu'on ne peut plus éviter la question: nous dirigeons-nous vers la déflagration ou vers un *commonwealth* des civilisations? Dans les deux cas, il est urgent de démanteler l'Empire global du capital/des États-Unis. Cela ne peut s'imaginer qu'en reconsidérant la nation comme unité de base de la politique et de l'économie, opposée à la mégastucture impériale du capitalisme. L'économie ne relève pas tant de l'échange économique que de l'organisation et de la géopolitique. Repenser la nation en tant qu'organisation cumulative d'héritage et de sens peut nous permettre de répondre à la question: comment s'organiser contre l'archipel organisationnel du capitalisme globalisé? ●

1. Les États se soumettent par exemple à des tribunaux spéciaux non imputables, capables de les pénaliser pour des politiques publiques adoptées démocratiquement, mais nuisant aux entreprises. Voir Lori Wallach, «Le traité transatlantique, un typhon qui menace l'Europe», *Le Monde diplomatique*, novembre 2013.

2. Cité par Mario D'Eramo, «Populism and the New Oligarchy», *New Left Review*, n° 82, juillet-août 2013.

# Un monde dominé par la Chine

La Chine est en train de devenir la plus grande puissance militaire, économique et culturelle de ce siècle. En toute probabilité, elle deviendra le nouveau centre du monde dans quelques années.

## LOÏC TASSÉ

L'auteur, politologue, est spécialiste de la Chine

La puissance d'un pays est fondée sur plusieurs facteurs. Déjà, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le Japon des Meiji avait conclu correctement que la domination des pays occidentaux reposait sur la supériorité de leurs armées, qui elle-même s'appuyait sur une économie productive, laquelle était régie par un système politique efficace. Ses dirigeants empruntèrent aux pays occidentaux ce qu'ils avaient de meilleur dans les diverses branches de la connaissance. Ils réformèrent leurs institutions politiques, leur économie et leur armée. Après quelques décennies, le Japon avait assimilé l'essentiel des connaissances occidentales et il devenait la première puissance orientale.

Le même phénomène se produit maintenant en Chine. Les institutions politiques, l'économie et l'armée du pays ont été réformées en ce sens. Alors que la supériorité des puissances occidentales reposait aussi sur un haut degré d'avancement scientifique, cette avance n'existe plus. La Chine qui émerge, comme le Japon de naguère, possède les mêmes avantages scientifiques et technologiques que les pays occidentaux.

## SUPERPUISSANCE EN MARCHÉ

La puissance chinoise émerge d'abord grâce à sa force économique. Jamais dans l'histoire de l'humanité un pays n'a connu de tels taux de croissance sur une aussi longue période. Cette croissance a permis à la Chine de se moderniser dans tous les domaines. Exprimée en dollars américains, l'économie de la Chine devrait atteindre cette année environ 60% de la taille de l'économie des États-Unis. Cependant, étant donné la très forte sous-évaluation de la monnaie chinoise face au dollar américain et en raison du soutien artificiel dont ce dernier bénéficie, il se pourrait bien qu'elle soit déjà plus importante que celle des États-Unis. Elle se transforme suivant les plans prévus par le gouvernement, c'est-à-dire que la consommation intérieure prend le relais des exportations, les produits exportés sont moins bas de gamme et le système financier chinois se prépare à éventuellement supplanter celui des États-Unis, notamment par le remplacement du dollar américain comme monnaie de réserve internationale.

Cette économie forte permet à la Chine de développer son armée. Les budgets militaires du pays augmentent plus

rapidement que sa croissance économique. Les progrès technologiques chinois sont tels que le niveau de développement de l'armement chinois devrait rejoindre celui des États-Unis dans une dizaine d'années. Les politiques de défense du gouvernement chinois en Mer de Chine montrent que le pays devrait bientôt devenir la première puissance militaire de la région. Pour le moment, l'absence de base militaire à l'étranger empêche la Chine de devenir une puissance militaire globale, mais son système d'alliances lui permettrait probablement assez rapidement de remédier à cette situation. Malgré tout, il faudra du temps avant que la Chine puisse, comme les États-Unis, posséder plus de 700 bases militaires à travers le monde.

Par ailleurs, si peu d'universités chinoises se classent parmi les meilleures au monde, les investissements massifs faits ces dernières années dans les infrastructures de re-

Le système politique autoritaire chinois devient une source d'inspiration. Déjà, des gouvernements peu recommandables se sentent confortés par ce modèle autoritaire, percevant les divisions politiques au sein des pays démocratiques comme des sources de problèmes économiques.

cherche commencent à porter fruit. Le nombre de publications scientifiques et de brevets chinois augmente en flèche. La Chine sera bientôt la plus grande puissance scientifique du monde. Signe des temps, cette année, pour la première fois, les universités américaines n'ont pas réussi à recruter le nombre d'étudiants chinois auxquels elles avaient droit. C'est que, pour les étudiants chinois, étudier à l'étranger est devenu moins prestigieux qu'avant.

## RÉGIME AUTORITAIRE ET DÉVELOPPEMENT CAPITALISTE

L'exemple du Japon des Meiji a aussi montré qu'un système politique autoritaire, et même éventuellement totalitaire, n'est pas incompatible avec le développement économique et scientifique, du moins pendant un certain temps. Si la transformation de la société japonaise dans les domaines économiques et scientifiques a réussi, la transformation politique a abouti à un échec, en raison de l'impossibilité d'instaurer au Japon une véritable démocratie et en raison du système totalitaire qui s'est installé progressivement dans le pays après 1900. D'une certaine manière, la Chine suit une trajectoire politique inverse. Son système politique a évolué d'un système totalitaire, sous Mao Zedong, à un système autoritaire, à partir de 1978. Il est peu probable que la Chine retourne à un régime politique totalitaire. On voit mal cependant comment le Parti communiste chinois



accepterait de renoncer à sa domination sur le pays. Étant donné la mainmise du parti sur l'armée, le système judiciaire, les médias, les grands leviers de l'économie et les forces sociales comme les syndicats, il semble improbable que le régime se transforme en une démocratie. Toutefois, ceux qui pensent que l'absence de démocratie nuira au développement de la Chine se trompent. Ou alors, le pro-

blème ne se posera pas avant très longtemps. Par contre, la corruption, le développement des zones intérieures, l'exode rural et la pollution sont parmi les problèmes actuels les plus préoccupants.

### CONFUCIANISME

La domination mondiale d'une « société confucéenne » serait différente de celle des sociétés de tradition chrétienne, le confucianisme traditionnel étant agnostique et, dans sa mouture communiste actuelle, athée. Mais un des aspects les plus troublants du confucianisme est la relation d'autorité qu'il établit entre diverses catégories de la population. Ainsi, le respect des cadets à l'égard des aînés peut accentuer le pouvoir des personnes les plus âgées au détriment des personnes plus jeunes. Il s'agit d'un vecteur de conservatisme, de gérontocratie et de sclérose sociale. Par exemple, lors de conférences scientifiques en Chine, il est d'usage de laisser parler les chercheurs par ordre d'âge décroissant. Les plus jeunes chercheurs ont donc tendance à modeler leur discours sur celui des plus anciens et sont dissuadés de critiquer et de remettre en question significativement des théories établies.

Ce type de doctrine et le système politique qu'elle soutient sont menaçants pour les démocraties. De tous temps,

© Alain Reno

## Le fondamentalisme au service de l'ordre néolibéral

MOULOUD IDIR

Pour comprendre comment opèrent les mouvements qui se réclament de l'« islamisme fondamentaliste » face à l'ordre géopolitique dominant, il importe tout d'abord de rappeler qu'ils se manifestent dans des pays où sont menées des politiques économiques néolibérales, avec toutes les conséquences socioéconomiques désastreuses que cela implique et qui constituent une des raisons importantes des soulèvements populaires en cours.

Le fondamentalisme issu de la religion musulmane, qu'il s'agisse du wahhabisme ou des nombreuses variantes que l'on retrouve au sein de la nébuleuse djihadiste, ne pouvait trouver, dans ce contexte néolibéral, qu'un terrain fertile. Mais les mouvements islamistes n'ont aucune volonté de contester l'ordre capitaliste dominant, pas plus qu'une réflexion ou une proposition alternative en termes d'économie politique.

Cela fait l'affaire des maîtres de l'ordre géopolitique mondial, pour qui le plus important semble de faire avaler

ser une logique qui maintient précisément les pays arabes dans le système économique mondialisé et financiarisé.

Ainsi, malgré une rhétorique anti-occidentale destinée aux populations locales, les directions des partis et autres mouvements qui se réclament de l'islam cautionnent trop souvent une situation qui confine les États arabomusulmans dans une posture d'États-clients des puissances de l'OTAN. Elles le font à la condition qu'on les laisse dominer politiquement dans leurs pays. On voit bien, dans le dossier iranien, entre autres, comment l'Arabie saoudite et d'autres monarchies font front commun avec les pays de l'OTAN et Israël.

Dans cette optique, les émirats et les monarchies du Golfe financent à coup de milliards de dollars l'« islamisme fondamentaliste ». Et cette stratégie semble être cautionnée – quand elle n'est pas soutenue – par les puissances occidentales. Il faut voir que cet islamisme joue un rôle pour contenir et neutraliser la radicalité sociale des mouvements et classes populaires, des syndicats et de la paysannerie, porteurs d'une revendication fondamentale: l'égalité citoyenne.

Contrairement à ce que le discours médiatique laisse entendre depuis le 11 septembre 2001, ce qu'ont à cœur les puissances occidentales, ce n'est pas tant la sécularisation,

L'auteur, politologue, est responsable du secteur Vivre ensemble au Centre justice et foi

les peuples du monde ont imité ceux qu'ils croyaient être les plus forts. Le système politique autoritaire chinois devient une source d'inspiration. Déjà, des gouvernements peu recommandables se sentent confortés par ce modèle autoritaire, percevant les divisions politiques au sein des pays démocratiques comme des sources de problèmes économiques et qui doivent être évitées.

Par ailleurs, l'opinion publique des pays occidentaux a adopté une attitude très critique à l'égard de la corruption



engendrée par les investissements à l'étranger. Une partie des politiques de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international est motivée par la lutte contre la corruption et encourage l'adoption des institutions démocratiques libérales. Ce genre d'exigence n'existe pas avec les investisseurs chinois. Bien au contraire, ils n'hésitent pas à corrompre les diverses élites locales pour entrer sur des marchés ou pour avoir accès à des ressources.

Auparavant, la supériorité scientifique, économique et politique des puissances occidentales leur procurait un avantage décisif. À présent, les progrès gigantesques de la Chine risquent de faire croire que la prospérité et le développement scientifique sont liés à l'adoption d'un système d'inspiration chinoise.

Un monde dominé par la Chine ne sera pas nécessairement plus violent. Mais la survie des régimes démocratiques y sera plus difficile. Ceux-ci ne bénéficieront plus du même prestige, ni des mêmes privilèges économiques, ni non plus de l'assurance que leur procurait leur avance scientifique. ●

aidant les puissances de l'OTAN à consolider leur position géostratégique. Le nombre de bases militaires de l'OTAN dans la région illustre bien cette alliance entre les monarchies du Golfe et les grandes puissances occidentales.

Cependant, depuis 2011, avec les soulèvements du « printemps arabe » en faveur d'avancées démocratiques et populaires, un nouvel horizon se donne à voir. C'est tout le champ du politique qui s'ouvre graduellement, se libère et s'autonomise dans des sociétés où l'on a tendance à penser que c'est de la seule domination religieuse dont il faut s'affranchir. S'il faut une autonomie du politique par rapport au religieux, il le faut aussi par rapport au militaire, au policier, à l'injustice de l'arbitraire. Or, dans le cas de l'Égypte, notamment, la situation est dans l'impasse. C'est politiquement que l'on peut efficacement lutter contre le fondamentalisme, nullement par des coups de force; c'est en permettant aux sociétés concernées de faire l'expérience du politique en apprenant que l'État n'est ni religieux, ni antireligieux, mais areligieux. Comme le dit le sociologue algérien Lahouari Addi, qui rapprochait le récent coup d'État du général Abdel Fattah Al Sissi, en Égypte, et l'annulation, en 1992, par les militaires algériens, des élections remportées par un parti islamiste: « Le coup d'État ne règle pas la question islamiste; il la complique. Les militaires finissent par s'entendre avec les islamistes en leur disant: à nous l'État et ses richesses matérielles et à vous la société et ses espérances utopiques. »<sup>1</sup>

la laïcité ou l'amélioration des droits des femmes et des conditions de vie des populations dans les pays musulmans que de protéger d'abord et avant tout leurs intérêts. Et les directions des groupes et partis fondamentalistes dans l'islam contribuent au maintien et à la consolidation d'un ordre de domination économique et géopolitique qui sert ces intérêts en même temps que les leurs.

D'ailleurs, ces groupes et partis politiques ne sont pas présents dans les forums internationaux où sont remis en cause la nature des institutions internationales et leurs visées. Ils confortent plutôt la position régionale des monarchies féodales du Golfe qui, tout en ressassant des querelles de l'époque médiévale sur les successions de l'islam politique et les ruptures chiïtes-sunnites, financent des groupes djihadistes qui se déploient au Mali, en Syrie et ailleurs et servent la plupart du temps de sous-traitants

1. L. Addi, « L'Égypte: entre le compromis stérile et la régression féconde », *El Watan*, 12 juillet 2013.

© Alain Reno

# L'OTAN, le bras armé des États-Unis

Depuis la fin de la guerre froide, l'OTAN s'est progressivement transformée pour devenir l'instrument militaire global de la domination étasunienne, au détriment de l'ONU.

## RAYMOND LEGAULT

Mise en place à Washington, en 1949, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) regroupe alors douze pays. Au sein de cette alliance, le déséquilibre des forces est immense entre les États-Unis, puissance dominante sur le plan économique, politique et militaire, le Canada, et la dizaine de pays d'Europe de l'Ouest et du Nord, affaiblis et en ruines après la guerre. Combinée au plan Marshall, l'OTAN sera donc, avant tout, un instrument de la politique étrangère de la nouvelle superpuissance.

## L'EXPANSION POST-GUERRE FROIDE

Contrairement à certaines attentes, la chute du mur de Berlin, en 1989, et la dissolution du Pacte de Varsovie et de l'URSS, en 1991, n'entraînent pas la dissolution de l'OTAN. Les États-Unis et leurs alliés élaborent plutôt une nouvelle stratégie d'élargissement du cadre et du mandat de l'Alliance. En janvier 1994, un «Partenariat pour la paix» est lancé, visant l'adhésion des anciens États communistes. En 15 ans, l'OTAN passe de 16 à 28 pays membres. Elle multiplie aussi les partenariats avec des groupes de pays non membres, comme le Dialogue méditerranéen (sept pays) ou l'Initiative de coopération d'Istanbul (quatre pays). Elle signe également des «partenariats mondiaux» avec des pays spécifiques: Afghanistan, Australie, Irak, Japon, République de Corée, Mongolie, Nouvelle-Zélande, Pakistan et, bientôt peut-être, la Colombie.

La fin de la guerre froide n'apporte pas, non plus, les «dividendes de la paix». Au lendemain de l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990, les États-Unis font adopter les sanctions économiques les plus dures de l'histoire de l'Organisation des Nations unies (ONU), bloquent toute possibilité de solution négociée et déclenchent leur «guerre du Golfe», qui détruira une grande partie des infrastructures civiles et industrielles de l'Irak. À la tête de coalitions à géo-

métrie variable, ils se lanceront dans plusieurs autres guerres: Somalie (1993), Kosovo/Serbie (1999), Afghanistan (2001 et toujours en cours), Irak (2003), Libye (2011).

## L'OTAN ET LA STRATÉGIE DES ÉTATS-UNIS

Au début des années 1990, la situation mondiale est radicalement différente de celle qui prévalait 50 ans plus tôt. Les ressources naturelles des régions auparavant sous le contrôle ou l'influence de l'URSS deviennent accessibles, mais la compétition est devenue très serrée sur le strict plan économique, notamment avec l'Europe, le Japon, la Chine et la Russie. Les États-Unis ne sont désormais plus assurés de l'emporter sur ce terrain. Par ailleurs, leur supériorité sur le plan militaire est absolument incontestable et leur fournit une alternative: recourir à la force des armes pour raffler ce que la seule concurrence économique ne leur permettrait pas toujours de gagner.

Dans *Rebuilding America's Defenses* (2000), les idéologues néoconservateurs du Project for a New American Century (PNAC) préconisent que les États-Unis préservent leur avance insurmontable sur le terrain militaire pour être en mesure de mener victorieusement plusieurs guerres simultanées de grande envergure; de s'acquitter de nom-

Il s'agit de faire pression en faveur de l'intégration en une seule grande armée, devant promouvoir les intérêts théoriquement convergents des pays membres de l'OTAN.

breuses tâches constabulaires post-guerre ou visant à préserver une situation leur étant favorable; d'opérer une «transformation» technologique tous azimuts pour porter la guerre à un autre niveau. Les lignes directrices énoncées par le PNAC se manifestent non seulement dans les politiques de défense des États-Unis, mais également dans les «concepts stratégiques»<sup>1</sup> de l'OTAN et dans les politiques de défense de ses pays membres, dont le Canada.

Envisageant un avenir d'agressions et d'occupations militaires multiples, les États-Unis ont beau avoir des centaines de bases militaires et des commandements distincts pour toutes les régions du monde, ils ont besoin d'une armée encore plus grande. D'où l'élargissement de l'OTAN et la multiplication de ses partenariats, en insistant non seulement sur des politiques communes et un commandement unique (le leur), mais sur un armement commun (très largement fourni par leur industrie militaire), sur l'«interopérabilité» des contingents, sur des entraînements et des exercices communs plus fréquents et de plus grande envergure, etc. Bref, il s'agit de faire pression en faveur de l'intégration en une seule grande armée, devant pro-

L'auteur est l'un des porte-parole du Collectif Échec à la guerre; il s'exprime ici à titre personnel

1. Ces concepts sont des énoncés de la politique de défense commune de l'Alliance. Ils établissent ses «tâches de sécurité fondamentales» et les engagements des pays membres, sur la base d'une analyse «du nouvel environnement de sécurité». Documents secrets principalement élaborés par les états-majors militaires pendant la guerre froide, ils sont devenus des documents publics pris en charge par les autorités politiques.

mouvoir les intérêts théoriquement convergents des pays membres de l'OTAN, mais que seuls les États-Unis peuvent effectivement diriger.

Évidemment, tout cela ne va pas sans heurts. Et tout en intensifiant leurs pressions intégratrices, les États-Unis négocient les alliances et les mandats «à la pièce» pour chaque nouvelle guerre dont ils décident du déclenchement: obtenir l'aval du Conseil de sécurité de l'ONU si possible, sinon l'engagement de l'OTAN, sinon celui d'une «coalition de volontaires», membres ou non de l'OTAN.

## L'OTAN ET L'ONU

En avril 2007, Daniel Fried, secrétaire d'État adjoint aux affaires européennes et eurasiennes des États-Unis, décrivait ainsi l'aboutissement de la transformation de l'OTAN en instrument militaire global de l'hégémonie étasunienne:

«[...] l'OTAN s'est transformée en une organisation transatlantique effectuant des missions globales, de portée globale avec des partenaires globaux. [...] L'OTAN est en train de développer les capacités et les perspectives politiques nécessaires pour s'attaquer aux problèmes et aux éventualités qui surviennent dans le monde entier.»

Parallèlement à cette transformation, les États-Unis et leurs plus proches alliés ont fréquemment dévalorisé l'ONU, critiquant son «indécision», son «incapacité» ou ses «faibles moyens» pour résoudre les conflits. Ces critiques constituaient aussi une tentative de justifier leurs



© Alain Reno

propres campagnes guerrières, généralement illégales en vertu de la Charte des Nations unies et des autres instruments du droit international.

Le développement de l'OTAN après la guerre froide entre donc ouvertement en contradiction avec le mandat de l'ONU, dont le but premier est de «maintenir la paix et la sécurité internationales».

Alors qu'elle prétend vouloir contribuer «à la maîtrise des armements, à la non-prolifération et au désarmement», l'OTAN est pourtant responsable de 57% des dépenses militaires mondiales. Les États-Unis, maîtres d'œuvre de l'Alliance et bons premiers au sein des dix pays qui ont les dépenses militaires les plus élevées de la planète, dépensent plus que les neuf autres réunis. Ils exercent des pressions constantes pour que les pays membres et les nombreux «partenaires» de l'OTAN haussent leurs dépenses militaires. Et tous ces développements ont pour effet de relancer la course aux armements avec la Russie et la Chine.

## CONTRADICTIONS INTERNES ET NOUVELLE CONJONCTURE

Les États-Unis défraient 75% du budget de l'OTAN mais n'en retirent pas tous les bénéfices escomptés. En Afghanistan, plusieurs pays membres ont refusé de se déployer dans les

Tous ces développements ont pour effet de relancer la course aux armements avec la Russie et la Chine.

zones de combat. Et plusieurs se sont très peu engagés dans la guerre en Libye. L'Allemagne s'est même abstenue – avec le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine – lors du vote sur la Résolution 1973 du Conseil de sécurité sur la Libye. Généralement fidèle haut-parleur des priorités étasuniennes au sein de l'OTAN, le Canada s'est récemment retiré de deux de ses programmes de surveillance. En mars 2013, le Canadian Defence and Foreign Affairs Institute de Calgary, partisan des politiques militaristes du gouvernement Harper, publiait même un document d'orientation intitulé *Is NATO Still Necessary for Canada?*

Les dissensions internes à l'OTAN ne sont cependant pas le plus important problème que rencontre l'empire étasunien dans sa détermination à faire contribuer l'Alliance aux guerres qu'il juge dans son intérêt de mener. En effet, dans le cas récent de la Syrie, c'est plutôt le rôle plus actif de la Russie et de la Chine dans l'arène internationale qui a mis en échec la décision des États-Unis de bombarder le pays pour faire tomber le régime de Bachar el-Assad. D'abord, la volonté russe et chinoise d'exercer leur droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU n'a pas permis d'obtenir l'aval de cette instance. Ensuite, alors que les États-Unis et la France se disaient prêts à agir sans cette autorisation, la diplomatie russe les a complètement déjoués en obtenant du régime syrien qu'il accepte l'inspection et la destruction de son arsenal chimique.

Si ces développements ont permis de désamorcer une campagne de bombardements imminente, ils ne sont pas pour autant rassurants pour l'avenir, présageant peut-être des tensions accrues entre l'empire étasunien, d'une part, et la Russie et la Chine, de l'autre. ●

# Africom, hors de l'Afrique!

## Entrevue avec Aziz Salmone Fall

En 2007, les États-Unis ont mis en place l'Africom, un commandement militaire qui a pour cible l'Afrique. Le politologue Aziz Salmone Fall, membre du Groupe de recherche et d'initiative pour la libération de l'Afrique (GRILA), jette un regard critique sur cette initiative.

**Relations:** Pouvez-vous nous expliquer la genèse de l'Africom et comment il s'insère dans la stratégie géopolitique américaine?

**Aziz S. Fall:** La politique militaire et stratégique du gouvernement de George W. Bush a ouvert, dès 2003, un nouveau champ d'action ciblant le continent africain. Après le Northcom (Amérique du Nord), l'Eurocom (Europe), le Centcom (Asie du Sud-Ouest), le Pacom (Pacifique) et le Southcom (Amérique centrale et du Sud), qui divisaient déjà régionalement la planète, le US Africa Command – ou Africom – s'est ajouté. Devenu opérationnel dès 2007, mais sans qu'aucun pays africain ne veuille l'accueillir, il a son quartier général à Stuttgart, en Allemagne. Il serait composé actuellement de 3600 militaires.

Pourquoi en Allemagne? Entre autres parce qu'elle exige depuis un certain temps le rapatriement d'une bonne partie de son or entreposé aux États-Unis – 674 tonnes –, lesquels sont réticents à le lui rendre. L'Allemagne ne veut donc pas compromettre ses négociations avec les États-Unis. Le GRILA prépare d'ailleurs en ce moment un documentaire sur ce sujet.

On peut lire dans la version française du site Web de l'Africom qu'il «protège et défend les intérêts de sécurité nationale des États-Unis en renforçant les capacités de défense des États africains et des organisations régionaux (sic), et conduit des opérations militaires quand ordonné de le faire (sic), dans le but de décourager et de mettre en échec les menaces transnationaux (sic) et assurer une ambiance (sic) de sécurité qui résultera (sic) une bonne gouvernance et un bon développement». C'est de la pure propagande. Derrière une image de relative discrétion et un vernis humanitaire se cache en fait ce qui constitue une grande menace pour l'Afrique.

Cette initiative s'inscrit davantage dans la volonté de puissance des États-Unis, qui souhaitent reprendre le leadership contesté du bloc occidental en Afrique. Plusieurs membres de puissants lobbies réunis autour de l'Institute of Advanced Strategic Studies et du Project for a New



© Alain Reno

American Century, mais aussi des *think tanks* comme l'organisation mondiale Bilderberg, prônent une gouvernance mondiale sous le signe de la «guerre contre la terreur», venant remplacer l'équilibre qui était celui de la guerre froide. Le remodelage géopolitique du monde et le redéploiement des alliances correspondent à une volonté délibérée d'assurer l'accumulation du capital par la mise en réserve ou la ponction des ressources par des oligopoles qui se trouvent sous la houlette des États-Unis principalement, mais aussi de l'Europe. L'Africom s'insère dans ce processus mené sous l'égide de l'OTAN et de l'OCDE.

C'est pourquoi, le 25 mai dernier, à l'occasion du cinquantième des «indépendances» africaines, le GRILA lançait une déclaration cosignée par 50 personnalités africaines et allemandes, intitulée *Africom go home, ni en Afrique ni en Allemagne*.

D'ailleurs, à cette occasion, j'ai pu constater comment les États-Unis transgressent allègrement le droit international sur le territoire national allemand. Alors que je tentais de distribuer la déclaration du GRILA à des officiers de la base de Stuttgart, je m'y suis fait arrêter par la police militaire américaine qui a confisqué mon passeport. Je me trouvais pourtant sur un trottoir sous juridiction allemande... Cette action de sensibilisation a abouti cependant à une petite victoire: comme les frappes et les

1. Voir <grila.org>.

assassinats ciblés faits au moyen des drones sous le commandement de l'Africom violent la Constitution allemande, nos alliés du parti Die Linke viennent de porter plainte contre le gouvernement Merkel, créant un embarras supplémentaire pour l'Africom.

**Rel. :** Vous avez dit que le quartier général de l'Africom est à Stuttgart. Mais y a-t-il des bases en Afrique?

**A. S. F. :** Il y a des effectifs et des services au Kenya, en Centrafrique, au Niger, au Soudan du Sud, au Sénégal, au Burkina Faso, au Liberia, en Éthiopie, en Ouganda, à Djibouti et des installations militaires dans plus d'une trentaine de pays. L'Afrique est progressivement insérée de force sous le parapluie de l'OTAN. Le Liberia fait du zèle pour accueillir une base de l'Africom, mais nous savons qu'il n'est plus le seul; nous ignorons cependant les raisons qui font que les États Unis n'ont pas retenu pour l'instant les offres de ces quelques régimes opportunistes.

Le continent est donc truffé de drones et d'installations militaires rendant au fond inutile la présence d'une mégabase. En 2002, cela a commencé par l'initiative pansaharienne antiterroriste avec quatre pays du Sahel. Trois ans plus tard, cinq pays s'y ajoutaient. En 2005, l'initiative antiterroriste de l'Afrique de l'Est englobait pour sa part six autres pays. Dans la même année, l'OTAN est venue assister l'Union africaine au Darfour. En 2007, elle jetait les bases de ce qui deviendra la Force africaine en attente, censée maintenir la paix continentale, et qui sera opérationnelle en

2015. Tout cela constitue un déni de la souveraineté continentale. L'OTAN et l'Africom n'ont en réalité pas besoin de plus que leur actuel officier de liaison militaire de haut rang agissant comme point de contact avec l'Union africaine. L'attitude de cette dernière est pour l'instant pitoyable. Cette mise sous tutelle des armées nationales africaines, ou ce qui en reste, la perspective de voir déménager en Afrique la base de l'Africom, la recrudescence des interventions militaires françaises ou autres, la base militaire du Japon à Djibouti, récemment créée, et celles du Canada au Sénégal et au Kenya à l'état de projet, tout cela hypothèque toute réelle intégration africaine.

Il s'agit d'isoler les puissances émergentes qui dérangent l'hégémonie de l'impérialisme et de coopter tous les pays derrière cette stratégie martiale qui criminalise le pacifisme et le discours internationaliste.

**Rel. :** Dans ce contexte de la « guerre contre le terrorisme », le djihadisme qui s'étend en Afrique serait-il un prétexte tout désiré pour justifier cette présence militaire?

**A. S. F. :** Certes, il y a une dynamique suspecte de pompiers-pyromanes à l'œuvre. Il ne faut pas perdre de vue que les origines des conflits que les puissances impérialistes disent vouloir enrayer découlent de l'échec du développement et de la pauvreté, des incidences de leurs propres politiques, de délinquances et trafics issus de conflits per-

## L'Afrique, entre unité et alignement

AMZAT BOUKARI-YABARA

Dans la nouvelle géopolitique mondiale marquée par l'essor des pôles capitalistes ou énergétiques d'Asie, la reconfiguration du Grand Moyen-Orient, les turbulences économiques et diplomatiques entre les alliés occidentaux, sans oublier la solidarité progressiste sud-américaine, la thèse d'une nécessaire unité africaine paraît théoriquement irréfutable. Car à défaut de s'aligner sur ces grands ensembles, les États africains doivent s'unir politiquement pour défendre leurs intérêts et régler des problèmes d'ordre sécuritaire et économique insolubles si chacun reste isolé.

Par exemple, qui doit défendre l'Afrique? La situation est complexe depuis la guerre de l'OTAN en Libye, qui a consolidé l'implantation du commandement militaire américain de l'Africom et entraîné la déstabilisation du Mali par une nébuleuse de groupes armés liés notamment à Al-Qaïda, lesquels ont été repoussés par une coalition africaine dirigée par l'armée française. Une clarification des alliances entre les

pays subsahariens et nord-africains s'impose, ces derniers (sauf le Maroc) étant à la fois membres de l'Union africaine et de la Ligue arabe. Et la question de la capacité des Africains de construire une politique de défense collective et de diplomatie indépendante face à la « communauté internationale » reste entière.

Selon l'analyste Horace Campbell, l'ONU, entérinant la décolonisation de l'Afrique sous une forme balkanisée depuis la crise fondatrice de la République démocratique du Congo (RDC), en 1960, entretient une situation de gestion expérimentale du chaos assimilant la paix à l'absence de guerre, et la démocratie à la tenue d'élections. La confusion règne: les missions internationales dites de paix ou de stabilisation (RDC, Mali, Centrafrique) contrastent avec la menace ou l'usage répété de la force par les pays de l'OTAN intervenant dans les affaires intra-africaines. S'appuyant, par exemple, sur des justifications juridiquement controversées (le concept de responsabilité de protéger), cet usage de la force illustre en réalité l'obsolescence du Conseil de sécurité de l'ONU et à quel point la révision du monopole occidental exercé sur la démocratie et la justice en Afrique – à travers la Cour pénale internationale notamment – est nécessaire.

L'auteur est historien au Centre d'études africaines de l'École des hautes études en sciences sociales de Paris

durant, et de l'instrumentalisation du désordre au service d'intérêts économiques et géopolitiques. De plus, il y a aussi des « *Frankenstein* de l'impérialisme ». Ces groupes de nature terroriste ou d'aventuriers politiques, au départ instrumentalisés, déploient désormais leurs propres objectifs, ce qui entraîne une insécurité inhabituelle sur le continent, nuisant autant à « l'ordre du monde » qu'aux pays africains. Ce sont des épiphénomènes, mais ils justifient le militarisme de l'Africom. L'annexion des zones où il y a des troubles fait partie de la stratégie du tout sécuritaire.

La sophistication des armements, leur miniaturisation et leur prolifération restent cachées tandis que la violence « légitime » de la guerre s'impose, notamment sous le couvert des concepts de « responsabilité de protéger » et d'attaques dites préventives. Les assassinats ciblés de l'Africom, comme les interventions virtuellement téléguidées, cherchent à créer un état de fait et à faire accepter le consensus politique mondial qui existerait, soi-disant, en faveur de la guerre. Il s'agit d'isoler les puissances émergentes qui dérangent l'hégémonie de l'impérialisme et de coopter tous les pays derrière cette stratégie martiale qui criminalise le pacifisme et le discours internationaliste.

**Rel. :** Vous avez fait allusion aux intérêts occidentaux en Afrique que l'Africom aurait pour objectif de sauvegarder. La présence grandissante d'une puissance concurrente comme la Chine y est-elle pour quelque chose ?

**A. S. F. :** Cette initiative militaire vise certainement à contrer l'influence de plus en plus grande de la Chine sur le continent africain et à réaffirmer la prééminence des États-

Par ailleurs, dans des pays fragiles ou en reconstruction, l'impatience de la communauté internationale à financer et contrôler l'organisation d'élections présidentielles écarte la possibilité de relancer un véritable processus démocratique par des élections locales. Ce sont pourtant les seules permettant d'élire des élus proches du peuple et préservés du système de cooptation oligarchique et néocolonial. Le fait est que cette volonté de reconstruire l'Afrique depuis la base requiert un temps qui n'est pas celui du capitalisme prédateur.

En outre, alors que l'OTAN contrôle les couloirs transatlantiques avec des *supertankers*, le droit des forces navales étrangères à mener des opérations militaires (Atalanta, Ocean Shield) dans les eaux territoriales est-africaines a été entériné par l'ONU, sous prétexte de lutte contre la piraterie. Occidentaux, Indiens, Russes et, depuis décembre 2008, Chinois et Japonais déplacent ainsi leurs rivalités dans les eaux africaines de l'océan Indien, devenu le nouveau centre maritime du monde.

Depuis le précédent du Soudan du Sud, les germes économiques et politico-culturels de l'éclatement qu'on a vu dans plusieurs grands pays (Mali, Libye, Somalie, Nigeria, Tchad, Centrafrique, RDC) inquiètent, tant en lien avec les processus de naissance d'États qu'avec ceux de regroupe-

ment autour de pôles émergents. Certes, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, la Communauté de développement d'Afrique australe et la Communauté est-africaine tempèrent les risques de repli sur des bases nationales en constituant des pôles de croissance régionaux. Mais ces pôles économiques néolibéraux se font concurrence au lieu de travailler leur complémentarité. À la jonction de ces trois ensembles, la RDC reste le centre géopolitique majeur où s'opposent des forces d'éclatement et de regroupement continental, ses richesses attirant la convoitise des grandes puissances et multinationales.

Sur le plan socio-économique, depuis la crise financière mondiale de 2008, les taux de croissance insolents affichés dans ces trois communautés d'intégration économique conduisent les institutions de Bretton Woods à annoncer avec emphase « l'émergence de l'Afrique ». S'accompagnant d'une poussée démographique dynamique, cette croissance se traduit certes mécaniquement par un essor des classes moyennes, mais aussi par un accroissement des inégalités. La capacité des sociétés africaines à sortir de ce système crisogène de croissance sans développement sera déterminante pour l'avenir et afin de redonner une place à l'Afrique au centre de la géopolitique mondiale.

Unis. L'Afrique demeure, hélas, toujours inféodée à l'impérialisme. La nébuleuse intégrée de firmes transnationales, principalement américaines, impose ses conditions économiques iniques aux pays africains et « légalise » le pillage des ressources minières au détriment des peuples africains. Toutefois, l'émergence de formations sociales africaines plus dynamiques, l'appétit boulimique de la Chine et de l'Inde pour les ressources, l'arrivée en scène d'acteurs non moins importants comme le Brésil, le Qatar ou Israël, viennent perturber la situation. L'échec du néolibéralisme et les conséquences de trois décennies de libéralisation et de démantèlement des espaces de souveraineté font surgir de nouvelles logiques de partenariat multipolaires. Ces logiques sont de type Sud/Sud et changent le terrain géopolitique, économique et culturel. Les dettes de pays sont épongées; on troque des matières premières contre des projets d'infrastructures ou des occasions d'affaires sans imposer de conditionnalités, cela alors que l'aide publique au développement de l'OCDE diminue et est maintenant inférieure aux transferts monétaires que les immigrants africains envoient depuis l'étranger. Cela inquiète les puissances économiquement essoufflées, mais géopolitiquement prédominantes. Elles jouent donc la carte militariste pour maintenir leur prééminence. ●

**ENTREVUE RÉALISÉE PAR JEAN-CLAUDE RAVET ET CATHERINE CARON**

# Des foyers de résistance

Derrière les grands enjeux géopolitiques se profilent toujours ceux d'un capitalisme globalisé qui suscite de multiples luttes à travers le monde.

**FRANÇOIS HOUTART**

L'auteur, prêtre, sociologue et professeur émérite à l'Université catholique de Louvain en Belgique, est le fondateur du Centre tricontinental (CETRI) et de la revue *Alternatives Sud*

Les résistances populaires aux différents aspects du capitalisme mondialisé sont nombreuses et diverses comme on le sait. Je m'attarderai ici à deux pôles principaux, soit celui de l'extractivisme et des luttes paysannes et autochtones, et celui des révoltes arabes.

## LA PRÉDATION DES RESSOURCES

Depuis plusieurs années, l'extractivisme, c'est-à-dire la forme capitaliste d'utilisation des richesses naturelles, suscite sans conteste l'une des principales luttes sociales contemporaines sur la planète. Les protestations contre les entreprises minières et pétrolières se multiplient. C'est que depuis la Seconde Guerre mondiale et, surtout, depuis l'ère néolibérale du « Consensus de Washington », l'extraction des matières premières connaît une expansion accélérée, au point où leur épuisement est à l'ordre du jour. Pour certains métaux, on parle de quelques années. Pour d'autres, et pour les sources d'énergie fossile, il s'agit de quelques décennies; seules quelques ressources comme le charbon ont un horizon dépassant une centaine d'années. On assiste donc à une véritable course aux matières premières, utilisant des techniques plus avancées qui permettent un meilleur accès aux ressources: mines à ciel ouvert pour les métaux, fracturation hydraulique pour le pétrole et le gaz de schiste, notamment.

Cela a des effets considérables sur les luttes paysannes, car l'épuisement progressif des richesses minérales et fossiles amène à se tourner vers la biomasse pour compenser les manques et en tirer profit. De plus, une utilisation intensive des sols (cultures de soja, palme, canne à sucre, etc.) se traduit par une reconcentration des terres et par leur accaparement sous diverses formes par de grands groupes de l'agro-industrie, qu'il s'agisse de propriétaires terriens ou d'entreprises transnationales. Les petits agriculteurs perdant leur travail, surtout dans les continents du Sud, de nombreux conflits ont éclaté. Les paysans sans terre sont de plus en plus nombreux et la migration vers les villes s'amplifie alors que les conditions sociales d'une vie digne ne sont pas réunies. Les mouvements paysans luttent non seulement pour la survie de l'agriculture familiale, mais aussi pour la protection du patrimoine écologique.

Les peuples autochtones, qui représentent plus de 250 millions de personnes dans le monde, sont particulièrement



concernés. Partout, ils protestent contre des expropriations ou contre une utilisation de leurs terres provoquant une destruction accélérée de leurs milieux d'existence, de leur histoire, de leur organisation sociale et de leur culture. Face à ces résistances, tristement, la réponse des entreprises et des gouvernements, néolibéraux comme progressistes, est souvent la criminalisation par le biais de recours judiciaires, quand ce n'est pas la violence directe.

Au cœur des luttes paysannes et autochtones, un nouveau modèle de développement est mis de l'avant qui s'oppose à une vision commandée par la logique du profit à court terme, appuyée sur une idéologie scientiste et technocrate voulant que la science et les technologies parviennent toujours à résoudre les problèmes. Ce nouveau modèle prône plutôt une vision d'ensemble –holistique– de la réalité, prenant en considération tous les facteurs écologiques et sociaux dans une perspective de long terme. Il cherche à restaurer l'équilibre du métabolisme entre la nature et le genre humain par une utilisation rationnelle et raisonnable des richesses naturelles et par le développement d'une agriculture paysanne renouvelée et biologique, plus efficace à long terme que les monocultures.

## LE PRINTEMPS ARABE

Un autre pôle de résistance majeur à l'heure actuelle est celui des mouvements populaires arabes qu'on observe depuis 2011 dans plusieurs pays, de la Tunisie au Yémen en

© Alain Reno

passant par l'Égypte et la Syrie. S'ils n'étaient pas attendus par l'opinion mondiale, de nombreux analystes du monde arabe s'attendaient à l'explosion de tels mouvements, qui sont le résultat de deux facteurs principaux ayant déjà provoqué des effets semblables dans d'autres parties du monde.

Ces divers pays, dont certains avaient adopté des orientations socialistes de redistribution du revenu national, sont passés au néolibéralisme au cours des années 1980 et 1990, sous l'égide du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Un appauvrissement des populations, surtout dans les campagnes, et une augmentation des inégalités sociales en ont résulté. Puis, comme tous ces États étaient gouvernés par des régimes politiques autoritaires, se joignit à l'insécurité économique un désir de liberté civique. La conjonction de ces deux facteurs a fourni la base des révoltes que l'on a appelées le « printemps arabe ». Dans une grande mesure, il s'est agi de réactions similaires à celles des peuples de pays d'Amérique latine, des Philippines ou d'Indonésie confrontés à ces problèmes. Mais contrairement à l'Amérique latine, cela n'a pas débouché sur des gouvernements post-néolibéraux. La phase néolibérale du capitalisme n'a guère été remise en question. Les nouveaux régimes se sont plutôt alignés sur un changement de leadership politique.

Le facteur religieux a joué un rôle dans cette évolution. Les Frères musulmans, ayant développé des actions so-

ciales assistantielles auprès des plus pauvres, surtout ruraux, ont gagné de l'influence politique au point d'assumer le pouvoir en Tunisie et en Égypte, après la Turquie. Créés à la fin des années 1920 en Égypte, proches des mouvements fascistes européens dans les années 1930, ils prônent un islam dit modéré, mais partisan de la charia. En même temps, les mouvements islamistes radicaux, liés ou non à Al-Qaïda, partisans d'un rétablissement des califats musulmans anciens, ont trouvé un terrain d'action favorable et ont amplifié leurs actions violentes, de l'Irak à la Tunisie en passant par la Syrie, la Somalie et le Mali.

L'évolution de ce « printemps » n'est pas compréhensible sans le recours à l'histoire du colonialisme occidental, qui favorisa les courants islamistes contre le nationalisme arabe, considéré comme le véritable danger pour ses intérêts. Elle ne l'est pas non plus sans considérer les intérêts pétroliers européens et étatsuniens qui provoquèrent les guerres en Irak et en Afghanistan et les interventions directes ou indirectes faites en Libye et en Syrie.

S'il s'agit donc pour l'instant de révolutions « partielles », qui remettent peu en question le modèle économique dominant, la conscience qu'ont une partie des mouvements arabes de l'importance de cette remise en question pourrait faire évoluer leur action vers des objectifs à plus long terme tendant vers une réelle émancipation. ●

## POUR PROLONGER LA RÉFLEXION

### LIVRES

- AMIN, Samir, *La déconnexion. Pour sortir du système mondial*, Paris, La Découverte, 1985.
- ARRIGHI, Giovanni, *Adam Smith à Pékin, Les promesses de la voie chinoise*, Paris, Max Milo, 2009.
- BÉAUD, Michel, *Le basculement du monde*, Paris, La Découverte, 1998.
- CHOMSKY, Noam, *Futurs proches, Liberté, indépendance et impérialisme au XXI<sup>e</sup> siècle*, Montréal, Lux éditeur, 2011.
- CORM, Georges, *Le nouveau gouvernement du monde. Idéologies, structures, contre-pouvoirs*. Paris, La Découverte, 2010.
- HOBSBAWM, Eric, *L'empire, la démocratie, le terrorisme*, Bruxelles/Paris, André Versaille Éditeur/Le Monde diplomatique, 2009.
- JAFFRELOT, Christophe, BOUISSOU, Jean-Marie et GODEMENT, François, *Les géants d'Asie en 2025 – Chine, Japon, Inde*, Arles, Picquier, 2012.

*L'Atlas Mondes émergents*, Paris, Le Monde diplomatique, 2012.

MAMDANI, Mahmood, *La CIA et la fabrique du terrorisme islamiste*, Paris, Demopolis, 2008.

MBEMBE, Achille, *Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée*, Paris, La Découverte, 2010.

WALLERSTEIN, Immanuel, *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des systèmes-monde*, Paris, La Découverte, 2006.

### ARTICLES ET REVUES

*Alternatives Sud*, revue publiée par le Centre tri-continentale (CETRI).

DUBÉ, François-Philippe, TASSÉ, Loïc et TURCOTTE, Sylvain, « Les relations Inde-Brésil-Chine : nouveaux axes de coopération et d'affrontement », *Groupe de recherche en économie et sécurité*, vol. 4, n° 5, mai 2002.

DUSSEL, Enrique, « Pour un dialogue mondial entre traditions philosophiques », *Chronique des Amériques latines*, vol. 3, n° 62, 2009.

*Manière de voir*, dossiers « La Chine, état critique », n° 123, juin-juillet 2012 et « Le basculement du monde », n° 107, octobre-novembre 2009.

*Relations*, dossiers : « L'Amérique latine : boussole pour les temps présents », n° 754, janvier-février 2012 ; « La Chine : au-delà du miracle », n° 725, juin 2008 ; « La vague militariste », n° 715, mars-avril 2007 ; « Les veines ouvertes de l'Afrique », n° 713, décembre 2006 ; « L'empire vu du revers du monde », n° 688, novembre 2003.

ZIBECCHI, Raúl, « Le Brésil est-il en train de construire son propre pré-carré? », *RISAL.info*, [en ligne], le 4 mars 2009.

### FILMS

*Chine, le nouvel empire* de Jean-Michel Carré, France, 2013.

*Sans terre, c'est la faim* d'Amy Miller, Québec, 2013.

*OTAN : machine de guerre, machine de paix?* de Hubert Dubois, France, 2009.

# La renaissance des cultures du monde

## Entrevue avec Enrique Dussel

Historien et philosophe mexicain d'origine argentine, Enrique Dussel est professeur émérite à l'Universidad Nacional Autónoma de México. Depuis de nombreuses années, son œuvre philosophique porte une attention particulière à l'ébranlement de l'hégémonie capitaliste et moderne dans les pays du Sud, lequel se manifeste notamment par la valorisation de grandes cultures et philosophies qui ont été marginalisées et discréditées comme « primitives » depuis des siècles, au nom de la modernité. Il a publié, entre autres, *L'éthique de la libération à l'ère de la mondialisation et de l'exclusion* (L'Harmattan, 2003).

**Relations :** Un des aspects importants qui caractérisent notre époque est, selon vous, la remise en question de l'hégémonie des États-Unis et du capitalisme. Comment s'exprime-t-elle ?

**Enrique Dussel :** Nous sommes en effet dans une période de grande transition. La crise du pouvoir hégémonique des États-Unis, rendue manifeste avec l'effondrement de l'URSS, en 1990, et les différents affrontements militaires américains après 2001, ont donné lieu à l'émergence de différents pôles de pouvoir à travers le monde. Nous ne sommes déjà plus dans un monde divisé entre le centre (les É.-U. et leurs alliés : l'Europe et le Japon) et la périphérie (le reste du monde). Nous sommes en face d'une pluralité de centres plus ou moins autonomes, ce qu'atteste la montée en puissance de la Chine, en Asie, de la Russie, au Moyen-Orient, et du Brésil en Amérique latine.

Cette nouvelle reconfiguration du monde plus complexe qui pointe à l'horizon est accompagnée d'une prise de conscience de l'impasse, à la fois écologique et structurelle, à laquelle se heurte l'ordre économique mondial. Pour un nombre toujours croissant de gens, le capitalisme n'a plus d'avenir. Les médias électroniques y contribuent en permettant une large diffusion des observations et des analyses critiques. Certes, le capitalisme globalisé n'est pas menacé en soi – il est toujours sans rival. Mais il n'en demeure pas moins qu'il fait l'épreuve de ses limites absolues. La crise écologique en est une. Le capitalisme carbure depuis son origine à l'usage irrationnel de l'énergie non renouvelable en vue de produire, consommer et accroître les profits toujours plus. Or, actuellement, il frappe non

seulement le mur de l'épuisement des ressources, mais aussi celui de la catastrophe écologique, menaçant la survie même de l'humanité. La croissance illimitée du taux de profit, principe sur lequel se fonde le capitalisme, apparaît de plus en plus antinomique avec la vie humaine sur Terre. L'autre limite absolue s'exprime par la succession de crises de plus en plus fréquentes et graves, alimentées à la manière d'une spirale : les « solutions » capitalistes avancées pour résoudre une crise en provoquent d'autres plus graves encore, rendant impossible une véritable sortie de la crise dans les limites du capitalisme.

**Rel. :** Un autre aspect de la crise contemporaine, qui est inextricablement lié à l'impasse du capitalisme, c'est la remise en cause de la modernité en tant que « culture dominante ». Quels liens établissez-vous entre modernité et capitalisme ?

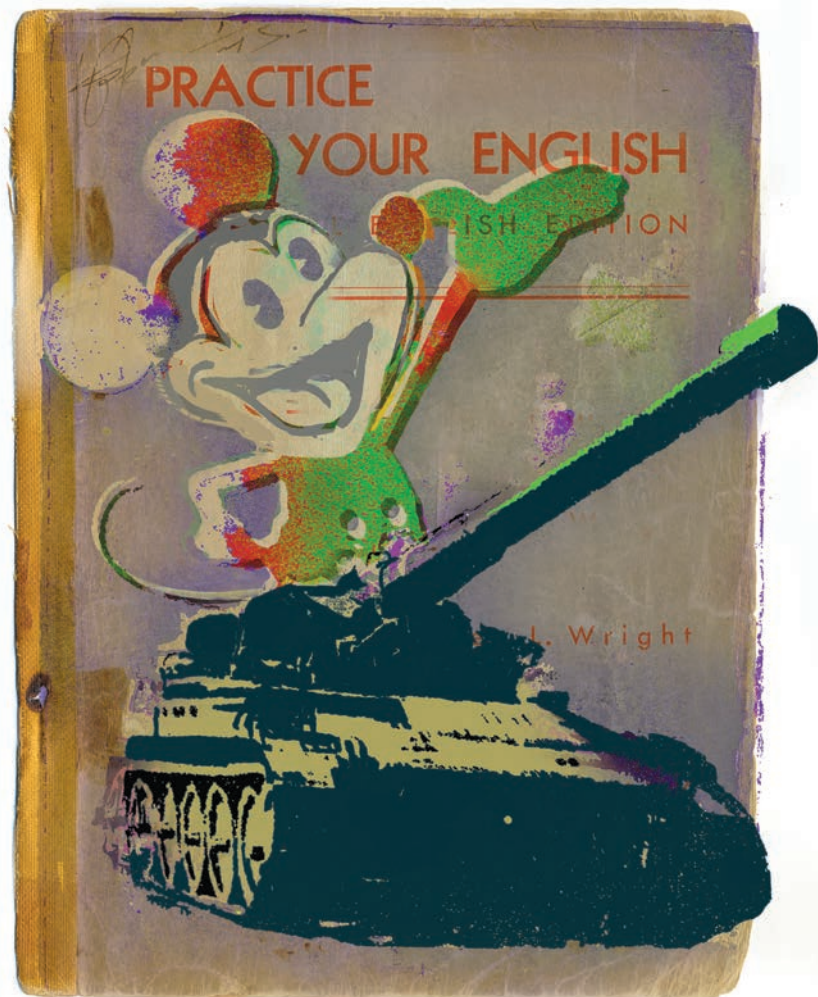
**E. D. :** L'ébranlement du système économique auquel nous assistons ne peut aller de pair qu'avec l'ébranlement de la conception du monde qui lui tenait lieu de ciment. La

Toute prétention hégémonique prend fin quand les mondes périphériques commencent à prendre conscience de leur histoire et de la valeur intrinsèque de leurs traditions, remettant en question le prétendu universalisme occidental.

modernité telle qu'elle s'est imposée dans le monde est en effet indissociable du développement du capitalisme, qui a permis à une philosophie *régionale, moderne et européenne* de prétendre être la *philosophie tout court*, élevant sa particularité au rang d'universalité.

L'expansion coloniale a paralysé le développement civilisationnel des régions du monde « colonisées », à partir de la fin du XV<sup>e</sup> siècle. En Amérique latine, par exemple, le processus de la conquête espagnole, qui est en quelque sorte l'acte d'inauguration de la modernité capitaliste – le « *Je conquérant* » précédant d'un siècle le « *Je pensant* » de Descartes –, détruisit l'ensemble des ressources des grandes cultures amérindiennes.

L'Europe, puis l'Amérique du Nord, qui en est la prolongation, se sont situées ainsi géopolitiquement, économiquement et culturellement au centre du monde, reléguant toutes les autres cultures à la périphérie. Non seulement celles-ci ont été disqualifiées et considérées inutiles au projet moderne, mais elles ont été amenées à cultiver à l'égard de ce qui leur est propre un mépris croissant, engendrant un oubli de leurs propres traditions et provoquant une



comme héritage à préserver – qui assume la critique et l’herméneutique –, à partir de leurs propres ressources, et non pas à partir de l’Occident. Cela ne peut aboutir qu’à une époque radicalement nouvelle et caractérisée par un dialogue interculturel authentique, aux frontières de la modernité.

**Rel. :** Comment s’exprime cette remise en question de la modernité capitaliste comme conception dominante et prétendument universelle?

**E. D. :** Prenons la conception de la rationalité véhiculée par la modernité capitaliste. Elle est de plus en plus battue en brèche comme une conception étriquée de la rationalité. Sur le plan de la productivité économique, cette irrationalité s’exprime dans le critère de la croissance illimitée du profit, posé comme condition

© Alain Reno

confusion entre le développement du capitalisme et la vérité universelle.

Toute prétention hégémonique prend fin quand les mondes périphériques commencent à prendre conscience de leur histoire et de la valeur intrinsèque de leurs traditions, remettant en question le prétendu universalisme occidental. C’est ce qui se passe actuellement. On le voit en Amérique latine, par exemple. L’effritement de l’hégémonie occidentalocentriste s’accompagne non seulement d’une certaine autonomie politique et économique, mais aussi culturelle. La culture amérindienne se décolonialise, s’auto-valorise, alors qu’elle avait été jetée dans l’oubli, marginalisée et dénigrée comme « primitive », « arriérée », « irrationnelle ».

Une nouvelle époque de l’humanité apparaît ainsi possible, au-delà de la modernité. J’appelle cet horizon de possibilité la *transmodernité*. À la modernité *universelle* succéderait une *transmodernité pluriverselle* où les différentes cultures du monde auraient récupéré et réinterprété leurs traditions ancestrales. Je parle ici, par exemple, des cultures chinoise, indienne, arabe, bantoue, amérindienne. Par cela, je fais référence à un projet mondial qui essaie d’aller au-delà de la modernité. Ce n’est pas ce que certains appellent la postmodernité, qui est certes une réinterprétation critique de la modernité, mais partielle, puisqu’elle part d’un point de vue européen et nord-américain. Ce n’est pas non plus la renaissance telles quelles des traditions millénaires, mais leur réinterprétation critique

et *sine qua non*. La croissance de la production d’automobiles sert d’indicateur de développement. Mais c’est là l’exemple d’une mesure irrationnelle, basée non sur la valeur d’usage des marchandises, mais sur leur valeur fétichisée. Cela révèle une rationalité coupée de la vie, qui en arrive à concevoir comme rationnelle une croissance d’un point de vue purement quantitatif et abstrait, qui ne tient compte du bien-être ni des personnes ni de la société. Cette irrationalité fabrique des individus solipsistes et contribue à l’invention de technologies toujours plus sophistiquées qui en arrivent à détruire la subjectivité, à faire de l’individu un simple rouage d’une mécanique inhumaine.

Une rationalité en harmonie avec la nature doit devenir une dimension fondamentale de l’âge qui vient. Elle ne sera pas fondée sur une conception de la nature comme ressource purement exploitable, vendable, destructible. C’est la qualité de la vie humaine et le respect de la nature qui devraient être les critères fondamentaux.

L’irrationalité économique du capitalisme trouve son fondement dans la rationalité cartésienne qui a séparé la subjectivité cognitive de son environnement. Or, celle-ci est indissociable du monde et, plus particulièrement, de la communauté, où chacun vit. Nous ne sommes pas seulement des sujets cognitifs, nous sommes des sujets émotifs, sensibles, symboliques. Les cultures amérindiennes, par exemple, prennent en compte les relations entre les individus, avec la communauté, les moyens de subsistance et la nature. Bien qu’elles soient taxées de « primitives », elles



© Alain Reno

portent des valeurs essentielles que la modernité a perdues. Et cette perte est à l'origine de son irrationalité.

Un autre aspect de la modernité qui est critiqué, c'est l'exclusion de tout récit mythique ou religieux en tant qu'irrationnel. Comme l'a montré le philosophe Paul Ricoeur, en effet, ce type de récit n'est pas forcément irrationnel: il tente de donner une réponse rationnelle à une question humaine qui se rapporte au sens de la vie, de la mort, de l'existence. Il exige pour être compris un processus herméneutique qui dévoile le sens rationnel du récit. Le mythe donne à penser.

**Rel.:** Samuel Huntington, dans *Le choc des civilisations*, a cherché à opposer la modernité occidentale à la civilisation musulmane. Il part, comme vous, du constat d'une pluralité de civilisations. Qu'est-ce qui vous en distingue?

**E. D.:** La thèse de Huntington est de montrer un monde islamique fondamentalement violent, irrationnel, voire fanatique, en complète opposition avec la civilisation occidentale, incarnant seule la rationalité. Cette vision unilatérale évacue totalement la valeur et la richesse des autres cultures. Et ne cherche qu'à justifier la confrontation et même la guerre. Ma perspective est opposée à la sienne. Il n'y a pas de choc des civilisations. Le maître-mot n'est pas le choc mais le dialogue. Le dialogue interculturel est au cœur de l'époque qui vient. L'écoute y est centrale. La découverte d'autrui me concerne autant qu'elle concerne l'autre. Autrui est ce qui permet de m'approprier ma propre altérité.

L'attitude de Huntington, qui fustige le fondamentalisme islamiste, est elle-même fondamentaliste. Ce qu'il

cherche à légitimer, c'est une relation fondamentaliste entre deux cultures. Ce qui caractérise les fondamentalistes, au fond, c'est leur manque de foi dans le pouvoir de leur propre tradition, de leur propre culture; ils ne peuvent concevoir, à ce titre, la possibilité d'un véritable dialogue dans le respect de l'autre. Ni la culture arabe, pour les uns, ni la modernité, pour les autres, ne peut être le point de départ pour aller au-delà de soi-même. Car cet «au-delà» est ressenti comme une menace. Le fondamentalisme essentialise une partie des valeurs de sa propre culture en les opposant d'une manière frontale à une partie des valeurs de l'autre culture, essentialisées elles aussi. Chacune se présentant ainsi comme la négation absolue de l'autre. Les fondamentalismes mettent leur force dans la négation du dialogue entre les cultures. C'est évidemment un cul-de-sac.

L'Amérique latine témoigne de la puissance d'un dialogue fondé sur la confiance en sa propre tradition et sur l'accueil de l'autre. Si le fondamentalisme s'est fortement incarné dans les dictatures militaires installées par les États-Unis, il n'a pas eu prise dans le peuple latino-américain. Celui-ci est entré en dialogue avec la modernité à partir de ses propres traditions.

Ce dialogue est éminemment créateur. Il en émerge, par exemple, un autre type de démocratie où la communauté a un rôle important à jouer et où la participation, sans nier l'importance de la représentation, est centrale. La démocratisation n'est plus confinée à l'horizon indépassable de la démocratie libérale, qui a plus à voir avec l'oligarchie qu'avec la démocratie, la modernité capitaliste ayant en effet installé un certain type de démocratie représentative qui permet à une minorité d'accaparer le pouvoir.

Au Venezuela, une loi du pouvoir populaire a été votée en 2011, qui vise à arrimer la représentation avec la participation. La démocratie directe pourrait se vivre au niveau des quartiers et déterminer les besoins à une échelle locale. Mais aux niveaux municipal, provincial et national, elle doit être articulée à la démocratie représentative. En Bolivie, Evo Morales, en dialogue avec la culture autochtone, parle de «pouvoir obédientiel». Au Mexique, les zapatistes disent que chez eux, au Chiapas, «on commande en obéissant». Cela relève d'une autre définition du pouvoir politique qui n'est plus la domination, mais l'obéissance, l'écoute du peuple. Les nouvelles constitutions de Bolivie et d'Équateur témoignent de cet effort pour repenser le pouvoir, la démocratie et l'organisation de l'État. Aux côtés des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, qui caractérisent l'ordre bourgeois libéral, on reconnaît enfin un quatrième pouvoir: le pouvoir citoyen. ●

ENTREVUE RÉALISÉE PAR JEAN-CLAUDE RAVET

# CONFÉRENCE PUBLIQUE



30  
ans

## Décoloniser l'ordre géopolitique mondial

Conférencier : Enrique Dussel

L'ordre géopolitique mondial demeure encore tributaire d'une domination exercée par des forces économiques, politiques, militaires et culturelles du bloc occidental. Cette domination, dont les racines remontent à la conquête de l'Amérique, s'érode toutefois de plus en plus en raison de l'affirmation de différents pôles culturels et civilisationnels dans le monde.

Dans la foulée du présent dossier de *Relations*, nous nous interrogeons :

- En quoi ces pôles émergents sont-ils porteurs d'alternatives libératrices face à l'ordre mondial et à ses fondements socioéconomiques et culturels néolibéraux?
- Assistons-nous à une réelle contestation de l'ordre géopolitique dominant?
- Quelles sont les voies par lesquelles ce pluralisme culturel, politique et civilisationnel peut devenir le ferment d'un monde plus juste, équitable et solidaire?



**Enrique Dussel**, professeur émérite de l'Universidad Nacional Autónoma de México,

est un des grands penseurs de l'éthique et de la philosophie politique. Comptant parmi les fondateurs de la philosophie de la libération, il a consacré sa réflexion à la critique de la centralité politique et culturelle de la modernité occidentale et à la reconnaissance de la diversité culturelle et civilisationnelle dans l'analyse géopolitique.

**Le jeudi 27 février 2014,  
de 19 h à 21 h 30**

Centre St-Pierre, Salle 100 - Marcel-Pépin  
1212, rue Panet, Montréal  
(Métro Beaudry)

Contribution suggérée : 10 \$ (5 \$ pour étudiants et faible revenu)

### Renseignements :

Agusti Nicolau, 514-387-2541, poste 241 ou [anicolau@cjf.qc.ca](mailto:anicolau@cjf.qc.ca) / [www.cjf.qc.ca](http://www.cjf.qc.ca)

# Apprivoiser Isidore

TEXTE : MARIE-CÉLIE AGNANT

ILLUSTRATION : RONALD MEVS

Je savourai longuement et pendant plusieurs semaines ce que j'appelais ma première victoire sur Isidore<sup>1</sup>. J'avais déployé tant d'efforts: tondu à plusieurs reprises sa pelouse, sorti et rentré ses poubelles, fait ses commissions. J'avais aussi nourri l'espoir secret que mes deux garçons se joindraient à moi dans ces nouvelles tâches. En vain, j'avais attendu qu'ils se décident à me seconder puis je les surpris un soir dans la salle de lavage, ergotant à qui mieux mieux à propos de ma nouvelle croisade. Je fis la sourde oreille quelques minutes mais lorsque j'eus atteint la dernière marche de l'escalier, je les tançai vertement, les accusant d'être des petits bourgeois minables, individualistes et morveux comme tous les petits bourgeois du monde.

Leurs yeux s'écarquillèrent d'étonnement, mais je lisais tant de tristesse dans leur regard. «Il ne pensera même pas à te remercier», protesta l'aîné, un peu honteux d'avoir été surpris en plein délit de médisance. «Qu'est-ce que ça changerait qu'il m'adresse des remerciements?» leur demandai-je, l'émotion pleine la voix. Je poursuivis sans leur laisser le loisir de répondre: «Ces actions me sortent du spectacle de ma misère, et pourquoi pas? Si elles me contraignent à poser mon regard sur un autre horizon, à contempler un peu moins mon nombril ainsi que le vôtre, à voir autre chose que les barreaux de ma propre cage, c'est beaucoup de gagné.»

Ils baissèrent la tête mais le cadet enchaîna aussitôt:

– Tu oublies que le monde, c'est aussi la Palestine, la Palestine avec la dépossession qui n'en finit plus, les territoires volés, les morts que nul ne compte et dont personne ne se soucie; la Palestine avec ses cris, ses enfants assassinés, ses larmes et cette misère innommable. N'est-ce pas toi qui nous as depuis toujours rabâché les oreilles avec une situation que tu as toujours qualifiée d'ignoble?

Stupéfaite, j'avais soudain l'impression d'être sur un radeau à la dérive, errant sans

savoir à quoi me raccrocher, tandis que lui avait les larmes pleines les yeux. Je trouvais quand même la force de leur demander ce qu'Isidore, avec ses 80 ans ou plus, pouvait bien avoir à voir avec la situation palestinienne. Ils se mirent à balayer mes arguments, associant Isidore au soutien sans faille des communautés juives de la diaspora aux régimes des Sharon et des Begin. «La Cisjordanie, Gaza, Sabra et Shatila, les F16, les tanks Merkavas: ce dont il s'agit c'est d'une guerre totale contre un peuple, clamaient-ils, une politique d'extermination qui perdure, avec la bénédiction et la complicité de tous et, surtout, l'appui des grandes puissances.»

Mon aîné venait d'entamer sa deuxième année d'université, il faisait partie de je ne sais plus combien d'associations militantes et je me retrouvais soudain – moi qui les exhortais sans cesse à garder les yeux ouverts sur le monde – à me demander ce qui leur avait été transmis et comment; étais-je en décalage ou en retard? Sans me laisser le temps de reprendre mes esprits, ils enchaînèrent:

– La lutte que mènent les Palestiniens ne concerne pas uniquement le monde arabo-musulman – leurs voix dans ma tête se confondaient –, comprendre ce qui se passe là-bas implique que l'on en analyse toute la complexité. Il faut, disait la voix, citant Edward Saïd, se rappeler ce que Nelson Mandela ne s'est jamais lassé de répéter à propos de son propre combat: avoir la conscience du fait que la Palestine est l'une des grandes causes morales de notre temps, qui exige d'être défendue comme telle. Qui défend les Palestiniens, qui leur tend les bras?

– Mais...

Ils me jetèrent un regard que je crus empreint de commisération. Je ravalai mes paroles et leur dis que je montais me coucher, fatiguée par une trop longue journée au travail.

– Ce sont plutôt tes nouvelles occupations avec cet homme qui t'épuisent. Je reconnus la voix du cadet. L'argent qu'il envoie à Israël, il devrait l'utiliser et embaucher une compagnie d'entretien pour son gazon. Et puis, quelle idée folle d'aller le forcer à faire ces promenades quotidiennes au parc, tout cela après ton tra-





*Debate on Blue II*, 2006,  
techniques mixtes

vail. Tu n'en as pas assez de ta propre carcasse? Tu as l'air d'une nounou lui soutenant le bras.

– Votre regard est jeune mais moi je vois aussi le monde comme un grand fleuve qui charrie tant de cadavres. Isidore est déjà sur l'autre rive et depuis si longtemps, toute la sympathie que nous pouvons éprouver pour la situation qui prévaut en Palestine saurait-elle empêcher la compassion pour un vieil homme cristallisé dans sa douleur? La solitude est souvent anonyme, mais dans ce cas précis, elle ne l'est pas. Faut-il se croiser les bras sans lever le petit doigt, le regarder sombrer plus profondément chaque jour dans cette incommensurable solitude, alors qu'il suffit de peu? Faut-il être jeune pour ne pas comprendre que cet homme n'a absolument plus rien à quoi se raccrocher, faut-il le considérer comme un homme déjà mort? Ces sorties au parc sont si importantes pour Isidore. Il m'a confié qu'elles étaient ses seules et uniques distractions depuis si longtemps. Et puis, dites-vous qu'en toutes circonstances, l'indifférence et le manichéisme exacerbé contiennent sans contredit les mêmes ferments.

Un soir, je revins du parc avec Isidore et m'arrêtai d'abord à la maison. Peu après, les garçons arrivèrent. Interloqués, ils nous trouvèrent Isidore et moi, assis devant un guéridon; nous disputions une partie de cartes. La curiosité l'emportant, ils se rapprochèrent

et, au bout d'un moment, prétextant avoir quelque chose dans le four, tranquillement je m'éclipsai. Par la porte entrebâillée me parvint la voix cassée d'Isidore: «Lorsque je me suis rendu en Israël, j'avais le cœur gonflé d'espérance, mais peu à peu j'ai compris que le monde était une bien triste comédie, la même comédie, un peu comme un carrousel, tournant sur lui-même, revenant sans fin avec les mêmes acteurs qui arborent des masques différents; il ne s'agit pas d'une loi, mais cette façon de faire régit le monde entier, se manifeste dans toutes les actions des êtres humains. Le carrousel est partout, ici, ailleurs.

J'ai vécu deux ans là-bas puis, je me suis mis à l'abri derrière le paravent de l'art et de la poésie. Lorsque je n'arrive pas à peindre ou à écrire, je me noie. Quand l'écriture me déserte, que mes pinceaux se rebellent, le parfum atroce des jours d'antan, cette odeur abominable des chairs brûlées se marie en moi à celle des chairs écrasées par les bulldozers de cette armée d'occupation qui assiège les populations désarmées, là-bas, sur une terre que l'on dit bénie. Tout cela me pénètre dans la gorge, je suffoque, et c'est alors que je hurle. Je hurle pour chasser les ombres des bourreaux, qui rôdent autour de moi, ceux de jadis, ceux d'aujourd'hui.»

Je montai dans ma chambre où je pleurai tout mon saoul. Lorsque je redescendis, il faisait déjà nuit. Les garçons m'avaient laissé une note sur la table m'annonçant qu'ils étaient partis chez Isidore regarder ses tableaux. ●

1. Voir M.-C. Agnant, «Tout cela», *Relations*, n° 769, décembre 2013.



## La Hongrie aux Hongrois

Le gouvernement hongrois allie des réformes économiques audacieuses avec un discours et des pratiques nationalistes, autoritaires et xénophobes.

**YANN BREAULT**

L'auteur, docteur en science politique, est chargé de cours à l'UQAM

«**Q**ue Dieu bénisse les Hongrois»: cette courte incantation tirée de l'hymne national (adopté par la monarchie en 1903) n'est pas un vestige folklorique. Elle ouvre le préambule de la nouvelle Constitution de la Hongrie, dont l'adoption en novembre 2011 et les amendements subséquents suscitent la controverse. Depuis que son parti, le Fidesz, a remporté les élections d'avril 2010 avec près de 53% des voix, le premier ministre Viktor Orbán contrôle les deux tiers du parlement, ce qui lui donne les coudées franches pour transformer à souhait les fondations juridiques de l'État.

### MYSTICISME ETHNOLINGUISTIQUE

À juste titre, l'attention des commentateurs a surtout porté sur la façon dont Viktor Orbán a transformé la Constitution pour en faire un outil de renforcement de son pouvoir politique. Faisant fi des critiques adressées par le Parlement européen, le régime a fait adopter, en mars 2013, un nouvel amendement à la loi fondamentale qui circonscrit dangereusement le pouvoir de la Cour constitutionnelle: celle-ci se

voit désormais empêchée de se référer aux jugements antérieurs à l'entrée en vigueur de la Constitution.

Pour Viktor Orbán, la manœuvre vise à bétonner sa vision politique de renouveau national et à l'empêcher d'être affaiblie par une jurisprudence portant encore les marques du passé communiste. Il s'agit aussi d'une stratégie d'alliance avec les pouvoirs religieux établis. La Constitution garantit toujours le droit à la liberté de religion, mais elle va plus loin en enfourchant plus fermement qu'avant une morale conservatrice, en interdisant, entre autres, l'avortement.

En ce qui a trait aux relations internationales, l'aspect le plus troublant réside dans l'affirmation d'une communauté ethnolinguistique hongroise. Car le préambule de la Constitution est explicite sur le fait que la «nation hongroise» n'est plus composée des citoyens de la république, mais bien des membres d'une communauté millénaire, réunis par la couronne de saint Étienne. Cette nation «déchirée par les orages du siècle dernier» doit maintenant pouvoir retrouver «son unité intellectuelle et spirituelle». Pour y parvenir, la loi fondamentale prévoit un devoir extraterritorial de protection des minorités hongroises, et même de soutien à leurs revendications autonomistes.

Depuis 2010, le pays célèbre annuellement le jour de l'unité nationale, dont la date coïncide avec la signature du traité de Trianon, en 1920, par lequel la Hongrie a été dépossédée des deux tiers de son territoire et des millions de Hongrois coupés de leur patrie. Les leaders de la diaspora des pays voisins y sont invités pour commémorer la tragédie de leur désunion politique. L'expression constitutionnelle



de ce «devoir d'ingérence» est d'autant plus irritante pour les États voisins qu'elle se conjugue avec l'adoption d'une loi sur la citoyenneté permettant à cette diaspora, depuis janvier 2011, d'obtenir le passeport hongrois.

### PATRIOTISME XÉNOPHOB

Quant à la situation interne à l'égard des minorités nationales, elle ne contribue pas à apaiser les craintes vis-à-vis de la résurgence de l'ethnonationalisme. On remarque plutôt l'expression d'un patriotisme xénophobe de plus en plus ouvertement dirigé contre la minorité tzigane, dont les conditions de vie déplorables, causées par un taux de chômage dix fois supérieur à la moyenne nationale, sont bien moins dénoncées que les comportements antisociaux dont on l'accuse de toutes parts.

La haine contre ce groupe en pleine explosion démographique (qui compterait entre 8% et 10% de la population totale) est librement relayée par le Jobbik, parti d'extrême-droite, une force politique montante qui a obtenu près de 17% des voix aux élections de 2010. Ce parti contrôle des bourgades comme Gyöngyöspata, qui fait les manchettes en raison de ses parades dirigées par des brigades paramilitaires, circulant dans les secteurs habités par des familles tziganes à qui l'on crie des injures.

Le gouvernement ne semble pas pressé de calmer le jeu. Non seulement tolère-t-il ces manifestations de xénophobie, mais il en rajoute en versant dans une sorte d'antisémitisme de moins en moins subtil, comme en





Compte tenu de l'endettement important du pays (80% du PIB annuel), le gouvernement doit composer avec une marge de manœuvre fort limitée pour relancer la croissance. Viktor Orbán en a d'ailleurs fait ses choux gras, en dénonçant la

politique monétaire de l'Allemagne. Non seulement s'oppose-t-il maintenant à l'inclusion de la Hongrie dans la zone euro, mais il plaide pour une véritable autonomie financière. Il s'est félicité de la fermeture des bureaux du Fonds monétaire international à Budapest, en août 2013, et s'est tourné vers les marchés asiatiques pour refinancer la dette du pays.

Pour retrouver cette autonomie, le premier ministre a posé, en novembre 2010, un geste pour le moins audacieux – même s'il n'était pas innovateur –, en transférant près de 15 milliards de dollars de fonds de pension privés dans le système de pension étatique. Dans l'objectif de renflouer les coffres vides de l'État, les entreprises étrangères ont aussi été mises à contribution et contraintes d'accepter une forte augmentation des impôts.

En prévision des prochaines élections législatives, prévues au printemps 2014, le premier ministre poursuit une croisade visant à augmenter le pouvoir d'achat des ménages par une diminution du coût de certains services. En décembre 2012, il imposait une première réduction de 10% des prix de l'électricité, du gaz et du chauffage. Quelques mois plus tard, en juin 2013, le parlement votait une baisse de 10% des tarifs exigés pour les aqueducs, les égouts et le ramassage des ordures. Plus récemment, Orbán décidait d'aller plus loin en exigeant, à compter de novembre 2013, une réduction supplémentaire de 11%. Dénonçant féroce-ment les profits trop importants que les compagnies de ce secteur auraient engrangés, il propose même de trans-

former celles-ci en organisations publiques à but non lucratif.

S'agit-il là de mesures populistes préélectorales? Rien n'est moins sûr. Il est vrai qu'au cours de son premier passage au pouvoir, entre 1998 et 2002, Orbán s'est fait connaître comme un néolibéral, partisan d'une politique de réduction des dépenses et de lutte à l'inflation. Mais son discours a considérablement évolué durant son passage dans l'opposition. Dans un manifeste publié en 2007, il a dénoncé le fait que le modèle néolibéral (systématiquement appliqué par la «gauche» lorsqu'elle était au pouvoir) stimulait l'individualisme au détriment de la solidarité dans la famille, le voisinage et la communauté. Il s'en est pris au capitalisme sauvage, allant même jusqu'à dire que la plus grande menace pour la nation venait du dogme de l'omnipotence du marché.

Manifestement, le régime souhaite expérimenter un modèle qui transcende le traditionnel clivage idéologique entre la gauche et la droite. L'austérité fiscale et les compressions dans les programmes sociaux se conjuguent avec une concentration du pouvoir et un interventionnisme économique accru. Défiant les forces néolibérales de l'Union européenne, une élite indigène s'attaque aux intérêts étrangers et cherche à reprendre le contrôle sur son destin économique. Si l'on peut voir d'un œil positif la perspective d'une certaine «décolonisation» économique, culturelle et politique, le discours légitimateur que tient le régime hongrois demeure cependant des plus inquiétants. Dans cet espace postcommuniste où d'autres États éprouvent les mêmes frustrations socioéconomiques, les appels au conservatisme religieux et au nationalisme ethnique risquent de trouver écho et de réveiller les démons endormis. ●

Viktor Orbán, lors de la campagne électorale de 2010.  
Photo: PC/Bela Szandelszk

témoigne la réhabilitation de l'écrivain Joseph Nyíró, admirateur notoire de Goebbels, qui a retrouvé sa place dans le curriculum scolaire. Dans la mesure où le Fidesz cherche à séduire l'électorat d'extrême-droite, le caractère xénophobe du discours politique pourrait continuer de prendre de l'ampleur.

À cet égard, les deux lois controversées que le gouvernement hongrois a adoptées concernant les médias, en décembre 2010, risquent de lui servir: l'une a placé les canaux de télévision étatiques sous le contrôle direct du gouvernement; l'autre a créé un conseil des médias chargé de surveiller les journaux, la télévision, la radio et Internet. Ce conseil (principalement composé de membres du Fidesz) est habilité à imposer de lourdes amendes en cas de couverture «biaisée» ou «non respectueuse de la dignité humaine». Les journalistes doivent lui fournir sur demande leurs sources. En outre, les éditeurs sont maintenant forcés de lui dévoiler l'identité de leurs commanditaires.

### STRATÉGIE POPULISTE?

Il faut garder à l'esprit que les choses ne se sont guère améliorées sur le front de l'économie et des inégalités, qui ont permis l'arrivée au pouvoir du Fidesz en 2010. La Hongrie peine à se remettre de la crise financière de 2008. Le malaise social perdure. La désillusion à l'égard du néolibéralisme reste profonde et touche de larges pans de la population<sup>1</sup>.

1. Lire Attila Jakab, «La Hongrie: néolibéralisme et discours identitaire», *Relations*, n° 745, décembre 2010.

## Radio Colifata, à la folie

Chaque samedi après-midi depuis 20 ans, à l'hôpital psychiatrique Dr José T. Borda de Buenos Aires, Radio Colifata tend le micro à... des fous. Loin d'être un spectacle de gens bizarres, elle démystifie la maladie mentale pour des millions d'auditeurs.

**SARAH CHAMPAGNE**

L'auteure est journaliste indépendante

Après avoir passé la barrière, un obstacle psychologique plus que réel, on se retrouve dans l'enceinte de l'hôpital Borda. Au bout d'une longue allée boisée, une cour intérieure plus colorée que lugubre. Une table, une console, trois micros et des chaises en cercle. Les patients affluent. Les plus habitués vont à la rencontre de chaque visiteur, leur souhaitent la bienvenue, leur font la bise ou leur demandent une gorgée de leur boisson gazeuse. On se salue et on fume. Nous sommes à la Radio Colifata.

*Colifata* signifie «folle», ou «dingue», en argot de la capitale argentine. Le projet de Radio Colifata a beaucoup évolué depuis 1991. C'est son fondateur, Alfredo Olivera, alors étudiant en psychologie, qui avait eu l'idée de faire parler les «fous» d'eux-mêmes. À l'époque, Radio Colifata «n'était qu'un enregistreur qui se promenait», comme s'amuse à le dire la coordonnatrice générale Veronica Kazimierczak. Puis, d'une fois à l'autre, des auditeurs enregistrent leurs questions sur des bandes, qui retournent jusque dans les chambres des patients internés. Grâce à la rétroaction du public, la conversation se poursuit. «L'idée germe alors de pouvoir sortir des murs à travers la voix», raconte Mme Kazimierczak. Quelques enregistrements plus tard, on demande aux patients du Borda de donner leur opinion sur le thème de la femme. Un saut qualitatif est marqué: «Déjà, ce n'étaient plus seulement des fous qui parlaient de la folie.»

### UNE VOIX VERS LES AUTRES

Les participants se sont ainsi réapproprié le mot «*colifato*», et ils en ont transformé le sens. Un *colifato*, «c'est un fou qui veut que tous soient heureux», définition qui fait aujourd'hui consensus au Borda.

La volonté est de briser les préjugés sur la démence. On s'est cependant vite rendu compte des effets thérapeutiques du projet chez les participants. Un suivi statistique fait entre 2002 et 2011 a établi que 3 % d'entre eux sont en mesure de sortir de l'hôpital chaque année, un taux hautement satisfaisant compte tenu de la nature chronique des troubles mentaux. La vie en communauté redevient possible. De tous ceux qui passent «de l'autre côté», seuls 10 % seront ré-internés.



Alfredo Olivera rappelle dès qu'il en a l'occasion que la Colifata cherche d'abord à reconstruire le langage chez ces personnes, dont la perte est associée à la psychose. Parler à la radio, c'est parler à un tiers, absent dans une chambre d'hôpital.

Quand on demande à Maria del Carmen Makinistian si la radio a eu un effet sur son traitement, elle répond par un oui sonore. Puis elle tremble, à cause de ses 72 ans... ou de ses souvenirs. «J'ai retrouvé ma famille et l'envie de survivre, raconte-t-elle. Avant j'étais seule. Mon fils avait honte de moi devant ses enfants.» Son fils s'est rapproché d'elle à nouveau quand il a réalisé qu'elle avait regagné un peu d'autonomie et qu'elle parlait à la radio. Maria del Carmen Makinistian est maintenant debout et elle pleure de joie. «Mes dernières années je vais les vivre comme il se doit, humainement.»

Veronica Kazimierczak souligne cette volonté qui sous-tend le projet. C'est «la possibilité de récupérer et de mettre en valeur le discours de ces personnes, une parole historiquement déshabillée», affirme-t-elle, le verbe appuyé. Il s'agit de refaire le lien social, à partir de la prémisse que la parole des fous «est respectable et contribue au discours public».

Eduardo Codina partait de loin lui aussi, après avoir vécu dans la rue avec sa mère. Il est fier d'avoir pu se rendre en Espagne avec l'équipe de la Colifata, invitée à Madrid pour un congrès sur la résilience. «La résilience, commente savamment Eduardo, c'est la capacité de





surmonter des situations critiques et d'en sortir fortifié. C'est peut-être comment je me sens, moi... une personne capable de réussir des choses», conclut-il.

### PLUS JAMAIS INVISIBLE

Confrontés à eux-mêmes, les patients le sont aussi à la société, incarnée par les auditeurs et les visiteurs. Être diagnostiqué d'un trouble mental et interné «est déjà assez souffrant sans que les personnes doivent subir une condamnation sociale en plus», rappelle Veronica Kazimierczak. Il faut défaire les représentations cristallisées de la maladie mentale, «susciter un

questionnement là où il y a une certitude».

À la Colifata, on visite aussi sa propre angoisse. Plusieurs auditeurs finissent par mentionner les «fous» qu'ils ont connus : cousin, ami ou voisin. Veronica Kazimierczak en a vu des langues se délier depuis dix ans. «C'est aussi un espace profondément digne, humanisant. Ici, il est permis d'exprimer sa subjectivité, à la différence de ce que font la médecine et la médication, qui homogénéisent les gens», résumait une spectatrice de passage, Ramina Cacheiro.

Radio Colifata «a transcendé les murs, ce qui n'est pas le cas de beaucoup de projets en santé mentale», dit la coordonnatrice en se référant aux 160 000 fans de leur page Facebook et aux centaines de courriels reçus. Des milliers de visiteurs se rendent sur place chaque année, sans compter la dizaine de prix remportés et les nombreux documen-

taires sur la Colifata. Le chanteur et musicien très populaire Manu Chao est devenu parrain du projet, signe d'une reconnaissance d'une audience déjà incontestable.

L'expérience en a inspiré d'autres. On compte aujourd'hui des dizaines de radios semblables, certaines plus notables, comme Radio Abierta, au Mexique, et Radio Citron, à Paris. Le Québec pour sa part a une émission consacrée à la maladie mentale, Folie Douce, sur les ondes de Radio Centre-Ville. Elle existe depuis aussi longtemps que la Colifata. Selon son animateur, Yvon Bujold, des personnes aux prises avec des troubles mentaux participent à la préparation de l'émission et parlent en ondes à l'occasion, mais l'enregistrement n'est pas réalisé dans un hôpital psychiatrique.

La Colifata ne sera plus jamais invisible, mais elle reste fragile. Le financement de l'organisation est difficile, jamais gagné. Par ailleurs, des menaces de fermeture planent sur l'hôpital Borda. L'administration du district fédéral de Buenos Aires a en effet annoncé, en 2008, son intention de reconfigurer le système de soins en santé mentale. Une volonté de décentralisation accueillie avec réserve. Plusieurs craignaient alors que le maire de la capitale, Mauricio Macri, en profite plutôt pour faire fleurir le commerce immobilier dans cette zone proche du centre-ville. Cinq ans –et beaucoup de controverses– plus tard, ni l'hôpital Borda, ni son équivalent féminin, le Moyano, ne se sont laissés convaincre par ses promesses. Le 26 avril dernier, M. Macri a utilisé la méthode forte pour mener à bien un volet de son projet. Ce matin-là, la police anti-émeute a reçu à coups de balles de caoutchouc les travailleurs, les patients et les sympathisants du Borda qui tentaient d'empêcher la destruction d'un atelier de réhabilitation.

Les opposants à ce changement ont fait face à une répression violente. On a compté une quarantaine de blessés, dont des patients.

### LA SUITE : ENTRE FOLIE ET POLITIQUE

Un autre jour à la Colifata. Hugo López, un patient externe qui continue à faire partie du noyau de la Colifata, ironise en poète : «J'ai déjà vu des gauchistes de droite et des puits qui se creusent vers le haut.» Il ne peut s'empêcher de dénoncer le contexte socio-économique qui aggrave la vulnérabilité des malades mentaux : «Je vais vous le dire, je hais le néolibéralisme.»

Cet après-midi radiophonique sera résolument politisé. On se laisse surprendre par l'intelligence acérée, le commentaire acide qui dissout la langue de bois. La nuit est tombée, la radio s'est faite intime, les micros, froids. ●

Photos :

© Julieta Colomer





# Le hockey : miroir réfléchissant ou aliénant?

Devenu à la fois plus élitiste et plus inclusif, le hockey offre un miroir de la société.

**SUZANNE LABERGE**

L'auteure est professeure au Département de kinésiologie de l'Université de Montréal

On pourrait croire que le hockey est de plus en plus loin du peuple en raison de certaines contraintes d'accessibilité (le prix des billets, la télédiffusion en français réservée à des chaînes spécialisées, etc.). Pourtant, la prégnance de ce sport au sein de la collectivité québécoise ne fait pas de doute, bien que ce soit sous des formes et des fonctions différentes de celles du passé. Trois principaux indicateurs, interreliés, permettent de distinguer ces changements : le développement du hockey féminin, la médiatisation grandissante et les affinités avec les valeurs néolibérales dominantes.

## LE HOCKEY FÉMININ

Le développement du hockey féminin dans les écoles, les centres de loisirs et l'institution sportive a élargi la base des personnes pratiquant ce sport. On rejoint désormais un groupe social qui, dans le passé, en était presque exclu. Cela a contribué au maintien de l'intérêt populaire pour cette activité sportive. Le cas de Manon Rhéaume (gardienne de but dans une équipe de la LNH –le Lightning de Tampa Bay– au début des années 1990) a alimenté les rêves de bien des jeunes filles, nourri les médias et suscité des débats tant chez les partisans que chez les joueurs et dans la population en général. La présence relativement ré-

cente d'équipes féminines de hockey aux Jeux olympiques contribue également à la visibilité et à l'importance de ce sport dans l'imaginaire collectif. Elle fouette le nationalisme et soulève les passions dans les pays en compétition. Bien sûr, le développement du hockey féminin n'est pas étranger à la concurrence que se livrent les associations sportives pour augmenter leur membership, lequel est déterminant pour leur survie. Chose certaine, la présence accrue des femmes dans le hockey contribue au fait que ce sport rejoint directement une plus grande part de la population que par le passé.

Les médias, toutes catégories confondues, assurent évidemment la présence continue du hockey dans l'imaginaire collectif. Ce sport a la cote auprès d'eux, car il est une «mine d'or de spectaculaire» et un appât de choix pour recruter des commanditaires. Il offre émotions et suspense. Le jeu est très rapide, le nombre de joueurs imposant et le fait d'autoriser les bagarres (sans bâtons) et les mises en échec favorise les incidents fournissant les drames et le sensationnel dont les médias vont se nourrir. La population a toujours été attirée par ce type de confrontation agressive, parfois dramatique, dont la reproduction à l'identique est impossible et le résultat incertain. Bien sûr, d'autres sports d'équipe (par exemple, le football ou le soccer) offrent certaines de ces propriétés spectaculaires. Toutefois, ils ne sont pas aussi présents et n'ont pas l'importance historique du hockey au Québec.

## UN MIROIR

Par ailleurs, le spectacle du hockey ne fait pas que distraire ou alimenter les passions. Il propose une représentation de la vie conforme au néolibéralisme qui façonne de plus en plus le quotidien de la population, qui s'y reconnaît. À titre d'exemples, on y trouve le culte de la performance, le revenu basé sur cette performance (synonyme d'acceptation des inégalités économiques), la mesure du rendement au moyen de statistiques, le dépassement de soi au travail. Cela se fait souvent aux dépens de la santé des joueurs, qui sont prêts à subir des commotions cérébrales – cela «fait partie du jeu» – et ont recours à une pharmacopée presque sans limites pour contrôler leur corps et supporter la prise de risque valorisée dans un contexte de compétition accrue.

Bien sûr, les spectateurs n'ont pas le salaire des joueurs de hockey... mais ils évoluent souvent dans un univers de travail régi par des valeurs, normes et exigences analogues (la multiplication des *burnout* équivalant aux commotions). On ne s'étonnera pas de voir les discours entrepreneurial et politique emprunter leurs métaphores au domaine sportif. Le hockey est récupéré comme icône confortant un mode de vie économiquement inégalitaire, où règne la performance et où la fin justifie les moyens. Et qu'on soit joueur ou non, fan ou anti-fan, on se trouvera un jour ou l'autre exposé à une représentation du hockey dans notre vécu quotidien, tant sa prégnance dans l'imaginaire collectif des Québécois reste forte. ●



Sport national des Québécois, le hockey est-il de plus en plus contaminé par l'argent et les valeurs néolibérales? Quel rôle joue-t-il dans la société québécoise et comment ce rôle évolue-t-il? Nos auteurs invités en débattent.

## Le hockey est-il jamais autre chose qu'un théâtre idéologique visant à abuser les masses?

### ALAIN DENEAULT

Le Club de hockey Canadien est une entreprise qui offre, au nombre de ses marchandises, un objet d'identification collective. Ses affaires vont bien. Sa marque est aujourd'hui la plus prisée des Québécois.

### LE POINT DE DÉPART

Dès les origines du club, en 1909, le riche James O'Brien, sénateur à Ottawa, conçoit l'équipe d'abord et avant tout comme un point d'ancrage symbolique destiné aux francophones. La minorité abusée qu'ils constituent passe à ses yeux pour un marché fertile. L'investisseur ne ménagera d'ailleurs aucun stéréotype en fondant «Le Canadien». Il entrera en concurrence avec le National de Montréal, une autre entité du même genre, gérée plus conséquemment par la bourgeoisie francophone. Plus puissant économiquement, capable de recruter les joueurs talentueux arborant des patronymes de la communauté linguistique (Laviolette, Pitre ou Vézina), O'Brien poussera le National à la faillite et thésaurisera seul la rente tirée de l'identification psychologique de la population à son équipe. De façon concomitante, il créera les Creamery Kings de Renfrew, version ontarienne anglophone de sa créature montréalaise, et capitalisera en monnaie sonnante et rébuchante sur une «rivalité» montée de toutes pièces.

Ce miroir déformant deviendra une source importante d'illusions stériles et de productions idéologiques pour les francophones – un puissant objet de contrôle. D'abord en donnant à la majorité blanche un récit d'appro-

priation originel du territoire canadien contribuant à reléguer dans l'oubli le lien autrement plus fondamental et organique que les membres des Premières Nations entretenaient à son égard. Ensuite, en mettant en scène le conflit politique entre des francophones largement prolétarisés et des anglophones économiquement dominants, sur le mode stérile de la prouesse héroïque. Hubert Aquin s'en désolera dans son fameux texte «La fatigue culturelle du Canada français», publié dans la revue *Liberté* en 1962 :

«L'exploit seul nous valorise et, selon cette exigence précise, il faut convenir que Maurice Richard a mieux réussi que nos politiciens fédéraux. Nous avons l'esprit sportif sur le plan national et comme nous rêvons de fabriquer des héros plutôt qu'un État, nous nous efforçons de gagner individuellement des luttes collectives. Si le défi individuel que chaque Canadien français tente en vain de relever dépend de la position du groupe canadien-français considéré comme totalité, pourquoi faut-il relever ce défi collectif comme s'il était individuel?»

Cette scène de la réussite et de l'exploit possible – la surface glacée de la patinoire –, a longtemps passé pour le point d'appui d'un postulat d'égalité entre les communautés. Après tout, ne se soumet-on pas tous aux mêmes règlements sur la glace? Comme dans la vie, induira-t-on. Cela a considérablement retardé la mobilisation collective des Québécois. On le sait, Le Canadien s'est ensuite voulu un modèle de réussite symbiotique d'un Canada exemplaire promu par Pierre-Elliott Trudeau. On y trouvait

tout ce que le Canada possède de symboles ainsi que des Torontois et des Ontariens robustes et efficaces, épaulés par quelques personnages de soutien provenant des différentes régions du pays, tous menés bien sûr par des dévoués Québécois prenant dans ce cadre artificiel-là toute leur place.

### DISTRACTION MASSIVE

À l'ère de l'ultralibéralisme économique mondialisé, Le Canadien sert toujours d'écran de projection de la collectivité suivant des logiques marchandes et symboliques qui nuisent pourtant à l'émancipation de celle-ci. On accourt au stade (ou dans les brasseries quand on n'a pas les moyens de s'abonner chez soi aux diffusions des matchs). On s'y fait servir la défense et illustration récurrente d'un ordre qui célèbre la disproportion des revenus, le dépassement de soi, la meurtrissure des corps dans la dévotion au travail, l'obéissance à l'autorité, la pression psychologique à rendre fou, le triomphe aveugle de la loi de l'offre et de la demande, alors que ce sont là des pontifs idéologiques dont le public souffre à son échelle dans l'ordre des activités qui sont les siennes le jour. Les spectateurs se réjouissent de la performance d'un athlète en qui ils croient en arguant qu'il ne gagne «que» deux millions de dollars par année. Ils connaissent davantage les décisions du *coach* et l'évolution budgétaire de «leur» équipe que les actions du premier ministre et ce qu'il advient du budget de l'État. Ainsi, on en vient à restreindre sa conscience aux termes élémentaires d'une arène qui simplifie à outrance les façons de concevoir le monde. ●

L'auteur, philosophe et essayiste, a créé le cours intitulé «La sociologie du sport comme spectacle de masse» au Département de sociologie de l'UQAM en 2008

## PROCHAIN NUMÉRO

Le numéro de mars-avril de la revue *Relations* sera disponible en kiosques et en librairies le 14 mars. Pensez à le réserver. Il comprendra notamment un dossier sur

# les régimes de retraite

Instrument majeur de solidarité sociale et intergénérationnelle, notre système de retraite est confronté à de sérieux défis. Que propose le plan d'action gouvernemental sur les retraites faisant suite au rapport D'Amours? Devant le déséquilibre démographique et les déficits actuariels appréhendés, la tendance à faire reposer sur les individus la responsabilité d'épargner pour la retraite ne perpétue-t-elle pas des inégalités profondes, notamment envers les femmes et les immigrants? La bonification des régimes publics est cruciale pour repenser la notion d'équité intergénérationnelle. À cet égard, l'exemple de certains pays d'Europe du Nord pourrait nous inspirer. Ce dossier se penchera sur l'avenir d'un système qui ne doit pas être dominé par les institutions financières privées.

Recevez notre infolettre par courriel, peu avant chaque parution. Inscrivez-vous à notre liste d'envoi sur la page d'accueil de notre site Internet : <[www.revuerelations.qc.ca](http://www.revuerelations.qc.ca)>.



Louis-Pierre Bougie, *Étude au quotidien*, 2001, dessin sur papier Arches

À lire aussi dans ce numéro :

- un débat sur le virage numérique des revues;
- une analyse sur l'islamisme en Indonésie;
- un regard critique sur les interventions humanitaires;
- le Carnet de Naïm Kattan;
- la chronique littéraire de Marie-Célie Agnant;
- les œuvres de notre artiste invité, Louis-Pierre Bougie.



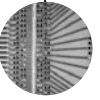
Notre dernier numéro : **Naître**  
dans la trilogie : vieillir-mourir-naître

(418) 653-6353  
[cahiersi@centremanse.org](mailto:cahiersi@centremanse.org)  
[www.centremanse.org](http://www.centremanse.org)

Cahiers  
de spiritualité  
ignatienne

3 numéros par an

*La spiritualité en dialogue  
avec la culture contemporaine*



DOCUMENTAIRE

THE SQUARE, RÉALISATION : JEHANE NOUJAIM  
NOUJAIM FILMS, ÉGYPTE/ÉTATS-UNIS, 2013, 99 MIN.

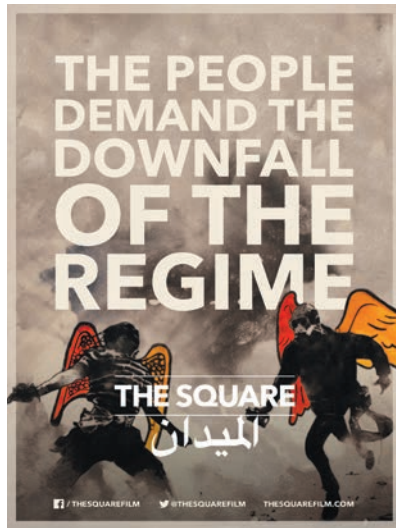
Colère, indignation, espoir, désespoir, terreur, cynisme, confusion, engagement: avec ce documentaire-choc, Jehane Noujaim capture toute la gamme des émotions vécues par les révolutionnaires égyptiens dans les rues du Caire au cours de ces trois dernières années fort mouvementées. Un regard anthropologique est ainsi posé sur les grandes étapes des crises politiques égyptiennes récentes: révoltes et chute de Moubarak en janvier-février 2011, gouvernement militaire, révoltes, élection des Frères musulmans en 2012, nouvelles révoltes, destitution du président Morsi à l'été 2013, puis gouvernement militaire à nouveau.

THE SQUARE



THE CAMERA IS OUR WEAPON

Plusieurs fils directeurs tissent la trame de ce magnifique travail. Les images de la place Tahrir et ses alentours scandent le spectacle au gré des mobilisations, renforçant la centralité symbolique et politique du lieu. Les nombreux plans serrés sur des peintures murales, dessins, pochoirs, caricatures et autres artefacts visuels aux couleurs et contrastes éclatants rythment également le film. Cette mise en abyme d'œuvres d'art politique dans l'œuvre documentaire offre de beaux repères, illustrant avec originalité les revendications, les succès et les échecs des contestataires. Le fil central du récit demeure toutefois le trio de personnages composé de Magdi, le militant des Frères musulmans, Khalid, l'acteur séculariste anglo-égyptien et Ahmed, le jeune militant de gauche issu des milieux populaires. Une avocate, une artiste, un chanteur – tous militants – apparaissent aussi régulièrement, mais sans vraiment structurer la trame. La marginalité relative de ces trois der-



niers personnages renvoie ainsi à celle, regrettable, des femmes dans ce récit: elles sont pourtant loin d'être absentes des multiples leaderships de la contestation démocratique égyptienne, historiquement et pendant la période couverte.

Le primat donné aux individus dans la démarche de la réalisatrice montre de plus certaines limites. Il cantonne une grande part du regard aux événements auxquels participent les personnages, qui sont privés de profondeur sociologique explicative. Dans cette galerie de portraits, c'est Magdi, l'islamiste chaleureux, tellement victime, tellement humain, tellement prisonnier de logiques politiques et personnelles contradictoires, qui suscite le plus d'attention et d'empathie, tant chez la documentariste que chez le spectateur. C'est d'autant plus remarquable que les autres choix de la réalisatrice attestent sa préférence pour les idées de la gauche séculariste.

Autre limite de ce documentaire: l'armée et la police sont absents du film à partir de l'élection de Morsi l'islamiste. Ils réapparaissent en destituant Morsi. Cela risque de valider la simplicité – sinon le manichéisme – du discours officiel: l'armée aurait d'abord destitué le dictateur Moubarak, puis laissé leur chance aux islamistes en se retirant du jeu politique le temps d'une élection, pour enfin destituer Morsi et remettre en marche le pays saccagé par les islamistes. La réalité est plutôt que l'armée et les élites de l'ancien régime n'ont jamais abandonné le pouvoir effectif. Dans un régime autoritaire prétorien, les postes officiels de représentation politique servent essentiel-

lement à représenter les intérêts... des prétoriens. C'est avant tout pour avoir voulu s'affranchir de cette réalité que les Frères musulmans sont tombés.

Mais la grande qualité du film est de permettre un regard diachronique sur les événements. Jehane Noujaim a plusieurs fois modifié son film et reporté sa sortie tant les étapes politiques intenses se sont succédées dans la capitale égyptienne depuis 2011. Elle a ainsi recueilli un corpus considérable. Elle donne à voir non pas un événement ponctuel, mais ses recompositions successives ainsi que l'évolution des personnages et de leurs amitiés. Magdi l'islamiste, symbole de l'oppression militaire, survivant de la torture et militant avec ses amis de gauche contre Moubarak, devient un traître, un symbole de l'ambition démesurée, cynique et effrayante des Frères musulmans, avant de redevenir l'opposant pourchassé et acculé à une logique de survie.

Une autre qualité du film, si l'on ose dire, est de montrer la froideur répressive d'une mécanique policière et militaire qui sort intacte des trois années de «transition» et des 100 minutes du documentaire. Les ridicules dénégations du porte-parole de l'armée sont rendues obscènes par les atroces scènes de répression, pour une fois filmées du côté des opprimés grâce aux militantes et militants qui exposent leur vie pour exposer les tueurs.



Enfin, ce film montre bien l'ancrage, dans l'action et par l'action, chez toute une génération de citoyens, d'une culture démocratique de la mobilisation et de la contestation, gage de bien des espoirs... et sans doute de nouveaux bains de sang.

VINCENT ROMANI'

1. Avec la collaboration d'Anaïs Salamon.

Éléments visuels: «Le peuple exige la chute du régime» (en haut) et «La caméra est notre arme» (à gauche)

# PARTiCIPATION

Informez, débattre, proposer.  
Contribuez au pouvoir citoyen.



Devenez membre à [inm.qc.ca/membre](http://inm.qc.ca/membre)

**CHRONIQUE  
D'UNE GRÈVE ANNONCÉE**

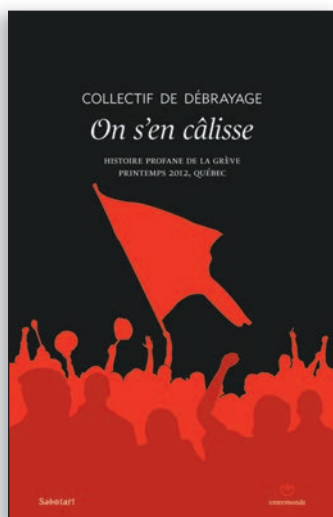
Collectif de débrayage  
**ON S'EN CÂLISSE.**  
**HISTOIRE PROFANE DE LA GRÈVE,  
PRINTEMPS 2012, QUÉBEC**  
Montréal, Sabotart, 2013, 283 p.

C'est l'histoire d'une grève déclenchée par des étudiants contestant une énième hausse des frais de scolarité. À leurs revendications, le Souverain répondit avec mépris et férocité, soulevant l'ire de la population et enflammant l'ensemble de la province. Après moult évènements et affrontements, les sujets placèrent une nouvelle Souveraine sur le trône de l'État, laquelle profita de la fatigue sociale pour imposer une hausse déguisée en indexation. «Si la plèbe est advenue comme une ondée, qu'elle a crû en inondation et déferlé tel un torrent, elle s'est ensuite retirée comme la vague d'une marée» (p. 200).

Beaucoup de choses ont été écrites au crépuscule de la grève étudiante du printemps 2012. Nombre d'ouvrages ont été publiés, trop rapidement diront certains pour avoir le recul nécessaire à ce genre d'exercice. Dans ce capharnaüm se démarque toutefois la réflexion profonde et intelligente que propose cet ouvrage, signé par le Collectif de débrayage.

Tout en nous conviant à un véritable essai de philosophie politique appuyé de références à Hubert Aquin et Pierre Vallières ainsi qu'à Deleuze, Baudrillard, Kantorowicz, Sorel, Benjamin, Fanon, Bataille, etc., il jette un éclairage nouveau sur le fil des évènements, qui aide à comprendre «ce qui a permis la grève et ce contre quoi elle a lutté» (p. 19).

L'originalité de l'ouvrage réside dans la volonté d'exposer ce que la grève a révélé de la classe politique et de la société québécoises, société dont la fracture ne se révèle qu'à travers une confrontation généralisée. Le livre dépeint un mouvement étudiant fort de sa «science syndicale» mais débordé



par des vagues successives de manifestations tout aussi novatrices qu'incontrôlables. On y retrouve un «Nous» québécois individualiste et endetté, transpercé par une culpabilité collective et individuelle. On y voit une multitude affronter les forces de l'ordre, niant de facto le caractère apolitique de l'apathie et du conservatisme, sinon l'ignorance. On y entend une cacophonie plébéienne jouer l'air du Voisin inconnu, affichant sa solidarité «le temps d'une transe» (p. 199). On assiste à la contre-offensive étatique progressivement mise en scène, dont l'apogée, la loi spéciale, précipitera la chute du gouvernement.

L'histoire profane de la grève est celle d'une défaite collective aux accents de tragédie grecque, sans fin décisive ou destin inéluctable. Et c'est bien ainsi, car la porte reste ouverte. Si nous avons encore échoué, nous avons néanmoins échoué mieux qu'avant. Il ne revient qu'à nous d'aller un peu plus loin. Pour cette raison, le collectif de jeunes universitaires québécois et français signant cet ouvrage nous enjoint de ne pas ranger hâtivement la grève sur les tablettes de l'histoire. «Si la grève est devenue un souvenir, une image qui hante les esprits, elle ne se décline pas pour autant au passé simple. Car elle est devenue un nouveau point de départ, une nouvelle origine, point focal d'une séquence imprévisible» (p. 278).

**BENOÎT COUTU**

**L'ESPÉRANCE  
DANS LES DÉCOMBRES**

Gary Victor  
**COLLIER DE DÉBRIS**  
Montréal, Mémoire d'encrier,  
2013, 79 p.

Ce court récit d'un des romanciers les plus estimés en Haïti a une consonance apocalyptique. C'est un véritable cri d'engagement social, tragique et métaphysique, découlant du terrible séisme qui a frappé Haïti en 2010. Tragique, d'abord, parce qu'il tente de fermer une fenêtre sur la nuit émotionnelle pour l'ouvrir vers l'horizon de l'espérance, à l'instar du personnage principal, Myrtha, avec qui le lecteur fait connaissance. Métaphysique, ensuite, puisque lire ce récit, c'est mettre le cœur et l'esprit en mouvement vers une réalité qui transcende l'entendement humain. «Les débris sont-ils devenus notre présent et notre futur, notre visible et notre invisible?» demande l'auteur.

Myrtha met en valeur la résilience et la bravoure de la femme haïtienne. Bien que les débris aient enseveli son mari et son fils, elle n'hésite pas à accepter de travailler au déblaiement des décombres pour pouvoir survivre avec sa fille, elle aussi rescapée du désastre. C'est dur de se lancer dans ce genre de travail inhumain quand le cœur et l'esprit sont encore sous les gravats.

Le choc des émotions raconté dans ce texte est pluriel. Le romancier écrit aussi pour surmonter son désarroi: «*Collier de débris* m'a permis de renaître, de me dégager des miasmes émotionnels du séisme. L'espoir qui ne meurt jamais dans le cœur des oubliés a rallumé le mien», écrit-il.

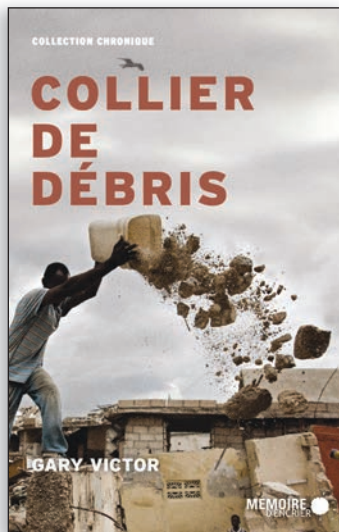
Son but n'est pas d'analyser la réalité comme le ferait un psychologue ou un sociologue: il s'agit pour lui de poser un problème d'éthique et de morale à l'État haïtien et à la communauté internationale, de les confronter



à la manière discutable dont ils ont traité la population. Dès lors, ces mots résonnent avec tout leur sens: «Les débris sont devenus une richesse» (p. 49).

Ce récit est écrit dans un langage assez fluide, mais l'auteur y rajoute des mots en créole, sa langue maternelle, sans doute dans un souci d'esthétique ou pour que le texte trouve un écho dans la sensibilité de ses lecteurs haïtiens, comme le font de nombreux écrivains bilingues. Or, l'auteur aurait peut-être gagné à inclure un glossaire. D'une part, cela nous aiderait à définir les nombreux sigles qui ponctuent l'ouvrage; d'autre part, cela aiderait aussi les non-créolophones à mieux comprendre le récit. Cependant, la beauté, la qualité et la sensibilité du texte font oublier ces quelques inconvenients.

Gary Victor, comme il l'exprime lui-même, a laissé libre cours à ses émotions, ce qui a été pour lui une renaissance. Toutefois, le séisme est un choc que ni lui, ni son lectorat, ni la



société haïtienne, ni le personnage de Myrtha n'auront jamais fini de surmonter, car il reste encore des débris à ôter: les blessures psychologiques qui en sont nées.

En aussi peu de pages, Gary Victor arrive à confronter ses lecteurs à une réalité sociale complexe. Grâce à son métier d'écrivain, dans une écriture métaphorique, il met en évidence le travail des ONG en relation avec la population. Tout compte fait, *Collier de débris* n'est-il pas vraiment un cri d'en-

gagement social qui doit aider les Haïtiens à prendre leur destin en main?

«À chacun sa vérité!», comme l'aurait dit l'écrivain italien Luigi Pirandello. Si l'avenir reste aléatoire, je souhaite qu'il ne nous fasse plus vivre pareille tragédie. La voix de Myrtha nous donne l'espérance: «Ma fille a serré ma main et nous nous sommes avancées vers une nouvelle vie. Le collier de débris à mon cou avait la légèreté des ailes d'un papillon» (p. 79).

**EMMANUEL R. SAINT-HILAIRE**

## UN PATRIMOINE VIVANT

Guy Laperrière  
**HISTOIRE DES COMMUNAUTÉS  
 RELIGIEUSES AU QUÉBEC**  
 Montréal, VLB éditeur, 2013, 329 p.

Spécialiste de l'histoire religieuse québécoise, Guy Laperrière présente dans cet ouvrage une synthèse de l'histoire des communautés reli-

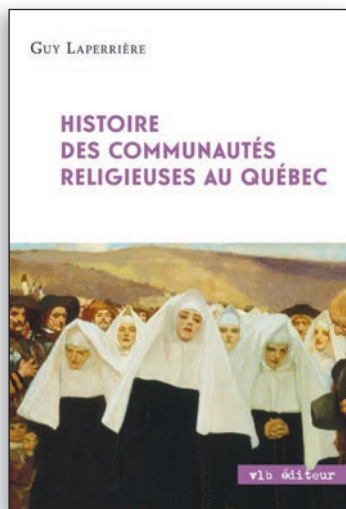


gieuses du Québec, du début du XVII<sup>e</sup> siècle à aujourd'hui. L'auteur y distingue quatre grandes périodes: les communautés en Nouvelle-France, leur histoire au XIX<sup>e</sup> siècle, dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle (de 1900 à 1960) et, enfin, une dernière partie abordant la période de 1960 à nos jours. Sa périodisation est pertinente, sauf pour la période de 1760 à 1840 sous le régime britannique, qu'il associe à l'étude du régime français – sans doute pour une raison pratique liée au petit nombre de pages qui lui sont consacrées. Aussi, en éliminant de sa recherche, pour des raisons qui pourraient être contestées, la communauté des prêtres du Séminaire de Québec ainsi que toute référence aux évêques de Québec Briand et Plessis, l'auteur s'est privé d'apporter un éclairage neuf sur cette période extrêmement difficile et souvent ignorée qu'a traversée l'Église catholique.

Tout au long de l'ouvrage, Laperrière rappelle à juste titre la grande diversité des engagements des congrégations religieuses sur tout le territoire du Québec. Elles ont marqué l'éducation, le secteur de la santé et des services sociaux. Par leur participation généreuse au mouvement missionnaire du XX<sup>e</sup> siècle, elles ont aidé à l'ouverture du Québec sur le monde. Au cœur de leurs monastères et de leurs couvents, elles ont été des orantes auxquelles on confiait ses intentions et des contemplatives qui interpellaient les Québécois sur leur rapport à la transcendance. La vision d'ensemble du livre exprime une vitalité, une créativité et un souci de la formation des religieux et religieuses qui impressionnent. Les difficultés rencontrées, les conflits et les compétitions, les hauts et les bas des communautés sont aussi exposés sans gêne ni retenue.

L'auteur utilise de nombreuses études statistiques. Ainsi, il rappelle qu'en 1961, il y avait au Québec 12 625 religieux et 46 933 religieuses répartis en 63 communautés d'hommes et 133 de

femmes. Cela constitue un sommet en termes de nombre. Il y avait alors un religieux ou une religieuse pour 102 catholiques, proportion légèrement inférieure à 1941, où l'on notait un rapport de 1 pour 87. Aujourd'hui, on compte, en tout, près de 15 000 religieux et religieuses et leur moyenne d'âge est très élevée.



Dans la dernière partie de son livre, l'historien prend le risque, pour le plus grand plaisir des lecteurs, de présenter sa compréhension du déclin d'un système tout en attirant leur attention sur le renouveau des communautés et leurs nouveaux engagements en Église et en société. Il fait là œuvre utile au moment où plusieurs veulent reléguer la religion à la vie privée. Il rappelle les implications des communautés sur les terrains où les besoins sont les plus criants et où les personnes sont les plus démunies. Il évoque brièvement les prises de position publiques des congrégations religieuses dans le domaine de l'investissement socialement responsable, de la paix, de l'accueil des immigrants et de la place des femmes en Église et en société.

Guy Laperrière ne se contente pas de présenter sa synthèse personnelle de cette riche histoire des congrégations religieuses, il offre au lecteur une bibliographie sélective de 70 des plus récentes études sur ce sujet et lui donne accès, par courriel, à une bibliographie comprenant 450 titres. Il permet ainsi à ceux ou celles qui le

désirent de repérer facilement des ouvrages qui traitent d'une période historique précise, d'une communauté particulière, d'un fondateur ou d'une fondatrice. Ce livre facile à lire devient ainsi un instrument précieux pour toute personne intéressée à poursuivre sa recherche.

**JACQUES RACINE**

### **LES RACINES DE L'ÉCOLOGIE SOCIALE**

Vincent Gerber  
**MURRAY BOOKCHIN  
ET L'ÉCOLOGIE SOCIALE.  
UNE BIOGRAPHIE INTELLECTUELLE**  
Montréal, Écosociété, 2013, 180 p.

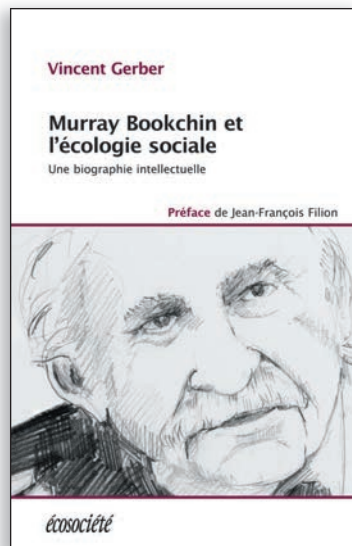
Père de l'écologie sociale, le théoricien étasunien Murray Bookchin (1921-2006) est une référence majeure pour quiconque s'intéresse au dépassement de la crise écologique actuelle. Constatant «l'échec patent» du développement durable, le sociologue Jean-François Fillion, qui signe la préface de cet ouvrage, estime en effet que des pensées plus radicales comme celle de Bookchin sont promises à un bel avenir. C'est cette pensée que l'auteur Vincent Gerber, historien de formation, présente dans cet ouvrage en la mettant en perspective avec le contexte de son émergence et, surtout, avec le parcours de Bookchin. Né à New York au sein d'une communauté juive décrite comme «une sorte de microcosme où les diverses tendances de gauche (syndicaliste, socialiste et anarchiste) se développaient» (p. 23), celui-ci deviendra rapidement marxiste, avant d'embrasser l'anarchisme. Ouvrier d'usine engagé dans le mouvement syndical, il vivra une forte désillusion quant au potentiel du prolétariat industriel à mener une révolution.

Au cours des années 1950, déjà conscient que le capitalisme triomphant mène le monde vers un désastre environnemental, il s'efforce d'articu-



ler une alternative révolutionnaire stimulante. En harmonisant ses sensibilités du moment, «Bookchin a su voir le potentiel d'une vision très humaniste et socialiste de l'écologie, qui prône l'émancipation des personnes plutôt que de pointer sur elles un doigt accusateur» (p. 36), écrit Gerber. Son premier ouvrage, *Our Synthetic Environment* (1962), contribue alors à lancer la première branche politique de l'écologie. «L'écologie sociale», qui soutient que les problèmes écologiques découlent largement de problèmes sociaux profondément ancrés, apparaît ensuite. À travers différents écrits, dont *Post-scarcity Anarchism* (1971), le théoricien, devenu «figure phare de la scène anarchiste new-yorkaise», propose une décentralisation politique des villes, pouvant mener à un système d'éco-communautés à taille humaine étroitement liées à leur milieu naturel. En se penchant sur les potentialités latentes à déployer pour favoriser le bien-être de chacun, Bookchin inspire.

Bon orateur, il devient enseignant au Vermont où il cofonde, en 1974, l'Institut d'écologie sociale, encore partiellement actif aujourd'hui. Après sa retraite, cet érudit publie son ouvrage majeur, *The Ecology of Freedom* (1982), qui «développe et rassemble,



pour la première fois, l'ensemble de ses réflexions sur l'écologie sociale en une publication structurée» (p. 86). Il tente notamment de retracer l'émergence de la hiérarchie au cours de l'évolution des sociétés humaines, appelant à «essayer d'extirper [cette orientation] de nos psychés». À la fois salué et critiqué, ce livre apporte des pistes de réflexion en matière d'éthique et suggère le développement d'une économie «morale». L'écologie sociale en sort renforcée, souligne Gerber, et prend une place non négligeable au sein du mouvement vert étasunien alors en émergence.

Un modèle concret de société écologique décentralisée sortira plus tard de son esprit à la fois rêveur et très rationnel: le municipalisme libertaire, ou communalisme. À la fois théorie politique et stratégie révolutionnaire,

misant sur une transformation graduelle de la société initiée localement par les citoyens, ce programme imagine une société réorganisée en confédération de municipalités libres gérées par démocratie directe. «Ces assemblées et confédérations, par leur existence même, pourraient ensuite défier la légitimité de l'État et des formes étatiques de pouvoir» (p. 129), avance Bookchin.

Personnage controversé, il sera parfois accusé d'intransigence vers la fin de sa vie. Selon Gerber toutefois, qui ne fait pas ici l'économie des diverses critiques essayées par le militant tout au long de sa vie, «la plupart des critiques de Bookchin visent surtout le ton de ses écrits», très tranché. L'auteur ajoute aussi que «le fait qu'il ne soit pas parvenu à vulgariser sa pensée a sans doute joué pour beaucoup dans la diffusion restreinte de l'écologie sociale» (p. 157). Cette biographie écrite dans un style accessible est susceptible d'interpeller ceux et celles qui sont sensibles aux idées sur la décroissance et qui, comme l'écrit Gerber, cherchent à «retrouver cet aspect utopique et séduisant qui doit pousser vers l'action».

**BENOIT ROSE**

Que les demandes d'améliorer les services aux citoyennes et citoyens soient entendues en 2014.

— ALLIANCE DES PROFESSEURS ET PROFESSEURS DE MONTREAL —



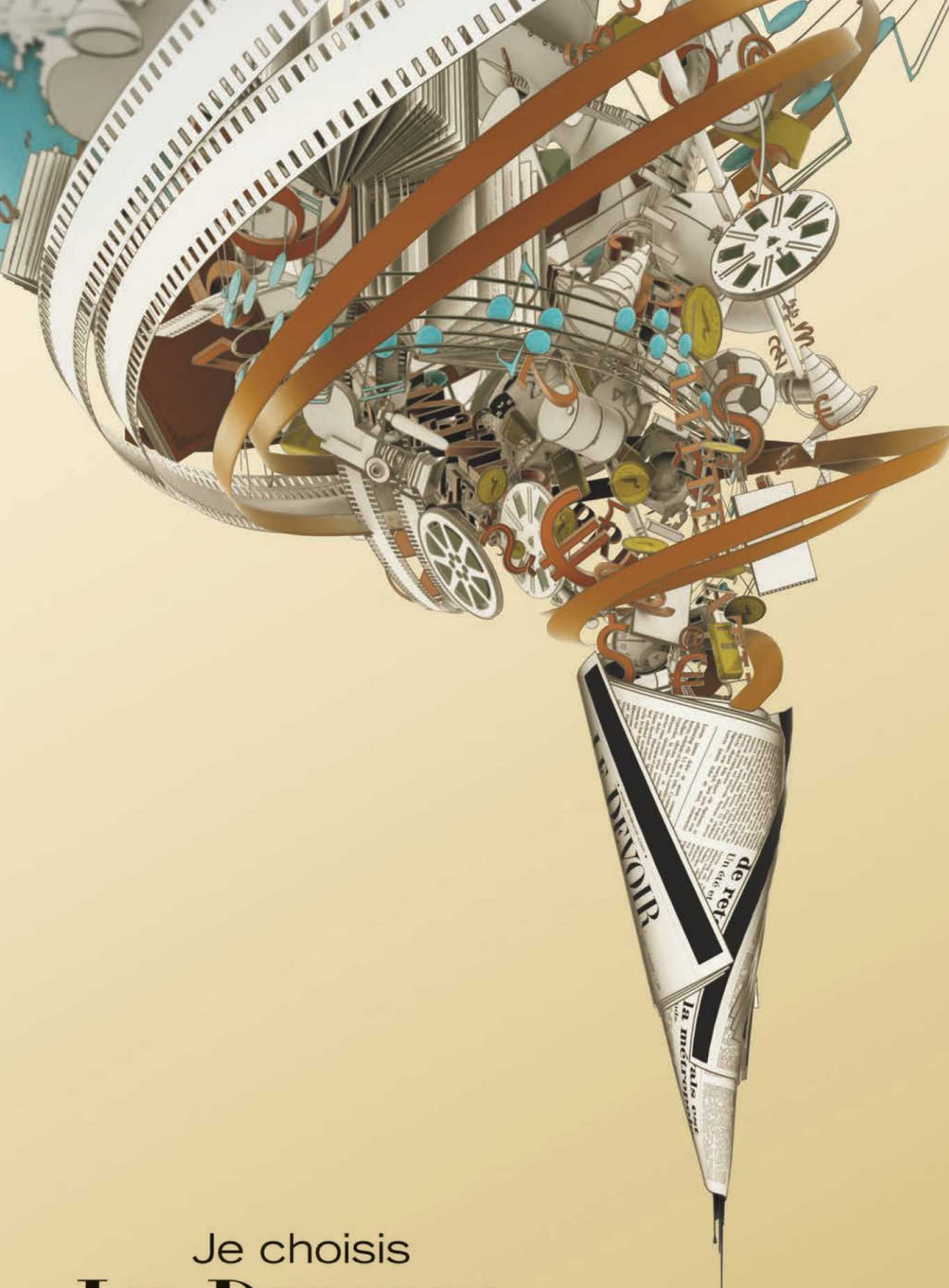
ET  
SION  
AVANÇAIT

LE PROGRÈS SOCIAL DÉPEND DE NOUS.

[facebook.com/LaCSN](https://facebook.com/LaCSN) | [twitter.com/LaCSN](https://twitter.com/LaCSN)



**CSN**  
CSN.QC.CA



Je choisis

**LE DEVOIR**

Libre de penser

**actualité**